LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 253
VENDREDI 26 JANVIER 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

LA HAUSSE DES PRIX

première conséquence du réarmement

Le niveau de vie des travailleurs est menacé

Les incidences du réarmement sur la distribution des marchandises étaient à poivoir, ce qui confirme avec éloquence qu'il n'est pas possible de relever les conditions d'existence des travailleurs et de donner à l'armement une place croissante dans l'économie :

La presse parle d'une augmentation de l'huile de l'ordre de 20 %, de 50 francs de plus au kilo pour le chocolat et le café mais toute une gamme de produits et d'articles sont touchés par la hausse : chaussures, articles de ménage, produits chimiques, textiles, charbon, fruits, légumes, viande, charcuterie, et tous les produits d'épicerie et de crèmerie...

La hausse de ces marchandises est déterminée évidemment par la rafle des matières premières sur le marché mondial, rafle qui a élevé les cours en raréfiant les matières premières destinées au secteur civil pour les stocker dans le respect général de la politique d'armement, rafle qui favorise d'autre part une grouillante spéculation.

Les Pouvoirs publics sont évidemment impuissants à réfréner cette hausse puisqu'elle a pour but précisément de faire consommer moins de ce qui est utile à la vie et de produire plus de ce qui n'a aucune utilité économique directe, but de la politique gouvernementale actuelle.

Il est évident que les militaires et les politiques présentent cette limitation de la consommation, cette misère plus grande pour les travailleurs comme un sacrifice indispensable pour défendre la « liberté ».

Les travailleurs sont victimes en période de paix relative par le fait « des affaires qui ne tournent pas rond », ils le sont davantage ensuite lorsque la machine de guerre s'ébranle pour haper toutes les richesses sociales, et cette fameuse coalition atlantique est appelée à serrer toujours plus la ceinture de l'ouvrier jusqu'au moment où les opérations militaires achèveront de créer l'enfer, le grand marché noir et les queues devant les boutiques presque vides.

Et pourquoi tout cela? Parce que le monde dans ses rapports depuis les personnes jusqu'aux grands Etats ne connaît que la concurrence comme loi essentielle de vie.

1° *Concurrence économique par l'exploitation des travailleurs à divers degrés, et parfois exploitation des travailleurs par les travailleurs, concurrence pour les marchés extérieurs atteints par des méthodes de brigandage douanier, fiscal ou salarial.*

2° *Concurrence politique dans son expression la plus saisissante et la plus diabolique : la GUERRE. La guerre qui est le moyen habituel des Etats pour trancher leurs différends par la force lorsque toutes les « ficelles » de la diplomatie ont été usées.*

Quel peut donc être l'avenir des travailleurs dans un tel climat, sinon de souffrir, d'être angoissé, d'avoir de faux espoirs puis d'accepter cela comme une loi fatale, inexorable contre laquelle il n'est pas possible de se retourner sans en être meurtri davantage?

Les dirigeants n'ont que cela dans la bouche : inflation, alors que cette inflation leur permet de tourner les difficultés en étranglant les faibles, les vieux travailleurs qui crèvent de faim et ceux qui se sont saignés aux quatre veines en épargnant pour les vieux jours.

Et les vieilles badernes de « l'économie » vont accuser les syndicalistes ouvriers d'être des facteurs d'inflation en poussant à la hausse des salaires.

Le grand malheur c'est que la machine étatique et capitaliste ne se détraque pas sous l'aiguillon d'une hausse de salaires, mais trouve toujours le moyen de fonctionner sans à-coup car elle reprend toujours ce que le travailleur a conquis, même si le salaire s'élève en billets.

(*Suite page 4, col. 5.*)

LA PAIX DIPLOMATIQUE c'est encore la guerre

ALORS même que les préparatifs de guerre se précisent, qu'internationalement tout est mis en branle pour que rien ne soit oublié dans la mise au point du mécanisme, de tous les horizons politiques et diplomatiques, fusent des déclarations de paix. Le général Eisenhower lui-même, avec une franchise bien américaine, a reconnu que la guerre ne résoudrait rien ; Nehru, à qui il fut demandé sa position dans la guerre latente, indiquait que le mal était la course aux armements, ceci dit avec des réminiscences gandhistes ; il n'est que des militaires du type Emett O'Donnel qui se trouvent d'ailleurs dans tous les pays qui puissent regretter les états-majors en campagne et les armées en mouvement.

Letourneau a fait une déclaration concernant l'Indochine : lui aussi veut la paix mais Ho Chi Minh peut tenir également le même langage. Lui aussi veut la paix mais il pense que la guerre lui permettra de mettre la main sur 2.200.000 hectares de terres à riz, propriété actuelle des colons et des missionnaires...

Il pense pouvoir monnayer pour le compte de l'économie indochinoise la production de caoutchouc et utiliser à des fins d'industrialisation, de création d'usines dans les campagnes, le très riche anthracite du Tonkin, le zinc, l'étain, le ciment, matières aujourd'hui **exportées** pour enrichir une poignée de potentats. **La guerre n'est voulue par personne mais elle se fait** et la guerre d'Indochine, si elle est vue par la majorité de la population comme une affaire ennuyeuse qui coûte des milliards et du sang, elle est considérée par les « élites » indochinoises comme le moyen d'en finir avec le « fait capitaliste » que constitue le colonialisme, et c'est là **un réflexe plus national que social, plus lutte de place que lutte de classe** étant donné que les bénéfices que la communauté indochinoise peut tirer **dans l'immédiat** d'une disparition du colonialisme sont très aléatoires.

Mais dans cette grande guerre préparée et dont l'histoire d'Indochine n'est qu'une étape, il n'y a pas que des raisons économiques et sociales qui priment. Il y a aussi des raisons stratégiques.

L'Indochine, pour reprendre cet exemple, est enclavée, entre le monde indien et le monde chinois et s'avance profondément dans l'océan Pacifique. Elle est proche de Sumatra et de Bornéo, îles à matières premières, c'est une plaque tournante pour la « protection » ou la conquête de l'Indonésie et c'est une plate-forme indispensable dans les grands réseaux commerciaux aériens et maritimes qui lient l'Afrique, l'Europe, la Chine et le Japon. Or, dans la concurrence militaire de deux mondes, c'est une base de première importance comme la Corée est une base tournée contre les centres industriels sibériens et mandchous, ou braquée sur le Japon **selon qui la possède.**

C'est pourquoi la position de Washington vis-à-vis de contre-propositions de Pékin comme la position chinoise vis-à-vis des « agresseurs impérialistes » apparaissent l'une et l'autre comme une infâme comédie car si Mao Tsé Toung veut se débarrasser de l'emprise américaine en Asie, le Département d'Etat veut au contraire maintenir et faire progresser cette emprise, d'abord pour empêcher l'ennemi dissimulé mais n° 1 de devenir trop puissant et par conséquent le tenir en respect, ensuite pour empêcher que l'économie chinoise s'intègre dans l'économie soviétique et devienne un deuxième gros morceau enlevé au circuit commercial capitaliste. C'est pourquoi dans les appels de Truman il est tant question de lutte **pour** la vie future **des Etats-Unis** ; les politiques voient non seulement la guerre qu'ils considèrent comme fatale mais sont obsédés par les données du problème impérialiste : maintenir une économie en continuelle expansion, non contrariée par un système économique fermé ou entr'ouvert.

En effet, le reproche que le **socialisme « fiscal »** américain fait au socialisme d'Etat soviétique ce n'est pas d'être socialiste mais c'est d'être un concurrent économique et politique.

D'être un concurrent économique : 1° en empêchant l'établissement de capitaux américains en U.R.S.S.; 2° d'être un concurrent politique en représentant une conception du monde que l'américanisme veut réaliser d'une autre manière, par une démocratisation mécanique. Mais l'un se base sur des cadres ouvriers, l'autre sur les cadres privilégiés pour arriver au même résultat :

Un pouvoir bureaucratique et puissant d'une part, une large masse qui travaille et qui doit obéir de l'autre.

C'est pour atteindre ce résultat que dans les écoles de guerre les stratèges soviétiques et américains enseignent la science militaire.

C'est pour cela que l'économie américaine produira désormais par an, **pour rattraper le temps perdu,** 50.000 avions et 25.000 chars.

C'est pour cela aussi que le commandement atlantique a refondu sa tactique générale en donnant à chaque pays adhérant au pacte la place qui lui revient dans l'échiquier stratégique, en y incluant évidemment l'Allemagne occidentale et l'Espagne : l'armée de choc et l'armée de résistance.

Pourtant, tout ne va pas si bien chez les militaires. L'expérience de Corée a déjoué tous les pronostics. Une armée de 250.000 hommes, puissamment outillée, soutenue par l'aviation et la marine, a été mise sur la défensive par une armée de guerilleros sans aviation, presque sans artillerie et sans blindés.

Les militaires pensaient que l'enfer des bombardements et de l'artillerie allaient éclaircir les rangs chinois par le « sauve qui peut » et il se trouve que cette résistance, faite en dehors des règles militaires, inquiète les stratèges au point de vouloir faire des centres industriels chinois montés avec les capitaux anglais, un amas de décombres.

Mais les « politiques » modèrent cette impatience car ils savent que la guerre est un problème politique, que la partie « destructive » de la guerre est onéreuse et inefficace. Il serait tellement plus utile d'empêcher la Chine de basculer de son énorme poids dans la trappe stalinienne.

Et dès lors les horoscopes fusent sur « l'inconnue » américaine. Vont- « ils » rembarquer ? Vont-ils se maintenir ?

(*Suite page 4, 1re col.*)

LA FAMINE MENACE-T-ELLE ?

LE LIBERTAIRE s' « enrichit » cette semaine d'une collaboration aussi inattendue... qu'involontaire : celle de M. Edouard Bonnefous, député de Seine-et-Oise, président de la Commission des Affaires étrangères.

A la vérité, cet honorable représentant du Peuple n'a pas écrit cet article pour le *Libertaire*, mais pour le journal « Toutes les Nouvelles » de Versailles, l'hebdomadaire bien pensant du chef-lieu de Seine-et-Oise.

Toutefois, cet exposé nous a paru si pertinent que nous avons jugé utile de le reproduire intégralement.

A nos lecteurs de juger !

LA crise très grave dans laquelle nous sommes plongés et qui menace toute la civilisation ne se résoudra pas seulement par la guerre et par ses victoires militaires. Elle a de multiples causes, des aspects très divers, elle nécessite des solutions constructives à l'échelle mondiale.

Sait-on que l'un des problèmes les plus angoissants est l'accroissement considérable de la population mondiale dans le même temps où la production alimentaire n'est pas loin de plafonner ?

La famine a toujours suivi la guerre, mais la sous-alimentation est une question posée maintenant de façon permanente un peu partout sur le globe, principalement dans le Proche-Orient, illustrant ainsi les thèses anciennes du malthusianisme.

S'il faut en croire les rapports de la F.A.O., la production alimentaire plafonnera, dès cette année. En 1960, pour nourrir le monde, il faudra doubler la production du lait, tripler celle de fruits et de légumes, augmenter de 20 % celle de céréales, de 40 % celle de viande... Nous en sommes donc bien à ce point où « l'Essay of princip of population » indiquait que les courbes du peuplement et des moyens d'existence allaient se croiser. Des voix un peu partout reprennent le cri d'alarme de Mal-

(*Suite page 2, col. 4.*)

EN INDOCHINE

Morts inutiles

DE retour d'une tournée d'inspection en Indochine Léon Boutbien alertait le Comité directeur de la S.F.I.O. sur les périls menaçant le corps expéditionnaire. Non pas pour exiger le retrait immédiat, mais pour obtenir du gouvernement de Pleven des mesures plus énergiques et des U.S.A. une aide militaire à la mesure des besoins.

Il est significatif que le choix de Pleven se soit arrêté sur la personnalité du général De Lattre bien connu pour son mépris des vies humaines. Il s'agit de mettre un terme à l'incroyable gabegie des milieux diplomatiques et militaires de Saïgon, où s'agitent les spéculateurs et les résidus du vichyssisme blanchis pour les circonstances.

Du point de vue de la caste militaire, l'intervention en Indochine, il y a quelques années, semblait se justifier. Les états-majors pouvaient espérer redresser une situation compromise et juguler définitivement une poignée de rebelles sans grande cohésion. Aujourd'hui, les conséquences d'une prétendue politique de force, d'un jusqu'auboutisme échevelé, sont implacables. Les faits sont là : **il faudra de gré ou de force, envisager le retrait des troupes françaises.**

Que cela doive coûter inutilement la vie de milliers d'individus, n'est pas douteux. Pleven et sa majorité sont prêts à les sacrifier. D'autant plus que la piétaille est fournie par les troupes coloniales (marocaines et indigènes) et les légions étrangères. On nous cache la vérité ; Les assauts de guérilla ont fait place à la guerre de front. Avec lignes de défense, blindés et canons de part et d'autre. Un entrefilet de la grande presse — pourtant soigneusement censurée — nous apprenait récemment qu'une « usine d'armement du Viet-Minh avait été bombardée ». Pourquoi alors taire la réalité? S'agit-il de ne pas donner prise à l'hostilité générale des travailleurs contre les massacres d'Indochine ? Et c'est là le principal obstacle à la politique criminelle du gouvernement. Il cherche à justifier sa présence en agitant l'épouvantail de l'intervention chinoise. Comme l'anti-communisme, de la faute même des dirigeants staliniens est le seul argument qui puisse porter, on espère ainsi s'en tirer très honorablement sous le couvert de l'antibolchevisme cher aux fascistes du P.N.F.

Quelle que soit l'issue du conflit nous pouvons être certains que personne ne profitera de la « Victoire » si ce ne sont les trafiquants de piastres, d'armes et de riz — ce riz indispensable aux populations vietnamiennes.

La victoire « française », improbable d'ailleurs, ne ferait que perpétuer la guerre permanente, inhérente au colonialisme. La victoire d'Ho Chi Minh sur un autre plan amènerait la dictature d'une bureaucratie exploitant les masses paysannes avec autant de férocité que les colons de la métropole.

Celle de Bao Daï, fortement appuyée par les U.S.A. pour mettre dans l'embarras leurs « collègues » britanniques, signifierait la résurrection des despotes mandarins et de la clique des généraux locaux.

Mais ce qui est certain, c'est que les travailleurs ne peuvent, ne doivent pas, se faire les complices de massacres injustifiés. Ils doivent s'opposer dans leurs syndicats, dans leurs entreprises, dans leurs organisations de jeunesse, au maintien du corps expéditionnaire en Indochine. Les pétitions ne suffisent pas. Nous n'avons rien à attendre, si ce n'est le pire, des « élus » du peuple. Les travailleurs doivent passer à l'action directe.

De jour en jour, le gouvernement est embarrassé. La pression populaire doit le contraindre à réviser sa position. Plus que jamais doit être répandu le mot d'ordre « pas un sou, pas une heure de travail, pas un homme, pour la guerre d'Indochine ». Sinon la classe ouvrière portera la responsabilité de la mort de milliers d'hommes.

Roland DESAGIS.

L'INFLATION ET L'ETAT

CES derniers temps, et en particulier depuis que le réarmement intensif de l'Occident est chose commencée, on a beaucoup parlé du « spectre » de l'inflation en France comme aux U.S.A. et dans l'ensemble des satellites américains. En effet, lorsque une fraction considérable de l'économie fonctionne en vue de la préparation à la guerre, les denrées de consommation courante sont produites inévitablement sur une échelle de plus en plus étroite. Dans la production nationale, on fait de plus en plus d'uniformes et de moins en moins d'habits, de plus en plus de tanks et de moins en moins de tracteurs, etc. Cependant toute cette importante portion de l'économie qui tourne pour le casse-pipes distribue aux ouvriers des salaires d'autant plus considérables à la longue « en chiffres » qu'on s'arrange pour leur imposer des heures supplémentaires par des moyens plus ou moins détournés.

Dans la pratique se rencontrent donc une masse monétaire importante représentant les salaires des travailleurs, et de moins en moins de marchandises d'usage courant, vital, à acheter avec ces salaires. D'où une double cause d'augmentation de prix de ces marchandises : accroissement de la demande, diminution de l'offre. Le pouvoir d'achat réel des salaires diminue de plus en plus, d'où crainte des patrons et de l'Etat de voir se déclancher des mouvements sociaux, qui mettraient en péril l'équilibre économique précaire de leur exploitation. C'est cela, le « spectre » de l'inflation. Peu importe aux dirigeants de l'économie que les travailleurs soient davantage volés mais ils ont peur de leur protestation active.

« L'inflation est un mal terrible », s'exclament les représentants de l'Etat avec des trémolos dans la voix. Mais ils ne disent pas une chose : que c'est **trop** d'inflation qu'ils craignent, et non pas l'inflation en elle-même l'inflation persistante, chronique, régulière, qui ne fait que leur rendre service. Car tout le budget de l'Etat, depuis la première guerre mondiale, arrive à se tenir en équilibre grâce à ce vol camouflé des travailleurs, des retraités, des économiquement faibles, qui se nomme l'inflation.

Depuis trente-six ans, d'après les estimations d'Alfred Sauvy, la hausse des prix a été en moyenne de 15 % par an. Il n'y a eu qu'une période de stabilité (1927-1929), celle de Poincaré, qui provenait précisément de la terreur de « l'opinion » (lisez la bourgeoisie et ses politiciens) devant l'inflation galopante de 1926. Comme toujours, c'est le **trop** d'inflation que les hommes d'Etat craignent. Car cette petite hausse de la vie de 15 % par an a permis à l'Etat de couvrir les **trois-quarts** des dépenses publiques (vous lisez bien : les trois-quarts !). Et vive la « petite » inflation. L'Etat doit certes toujours la même somme, en principe, aux malheureux qui ont voulu faire des économies pour leurs vieux jours, et les « placer ». En fait, avec ce qui devait représenter un mois de leur existence, ils pourront acheter une livre de pain. Leurs cent francs or sont devenus aujourd'hui les francs-papier de la IVe République. On trouvera bien facilement d'autres gogos qui prêteront cette somme négligeable, avec laquelle on rembourse les premiers plus un ridicule intérêt, et, d'ici vingt ans une nouvelle génération de vaches à lait pour rembourser les seconds — si la valeur du franc d'alors vaut le dérangement. Evidemment, nous schématisons, mais c'est bien le principe, et c'est ainsi qu'il s'applique, hélas !

Ainsi, sur 400 francs que dépense l'Etat, trois cents proviennent d'une manière ou d'une autre de ce vol non prévu dans la Constitution, et discret, qui se nomme inflation. Les cent autres proviennent du vol légal qui a pour nom les impôts. Et il n'y a pas que les rentiers, les pensionnés, les

(*Suite page 4, col. 3.*)

Aux "Combattants de la Paix" de Saint-Nazaire

Les « Combattants de la Paix » de Saint-Nazaire ont organisé une pétition contre le réarmement de l'Allemagne.

Imitant le texte proposé aux signatures, nous faisons connaître aux Nazairiens ce que les promoteurs de cet acte se devaient de proclamer s'ils avaient été des pacifistes sincères :

RÉARMER L'ALLEMAGNE ! C'EST METTRE NOTRE PATRIE EN DANGER C'EST COMPROMETTRE LA PAIX

Nous n'avons pas de haine contre le peuple allemand. Nous savons que lui non plus ne veut pas de ce réarmement qui ne peut se faire qu'avec l'appui des généraux vaincus, des S. S., des nazis *qui nous haïssent et ne rêvent que de revanche.*

Le réarmement allemand sanctionnerait la coupure de l'Allemagne, donnerait le pouvoir aux généraux qui déjà proclament leur volonté de reconstituer le « Grand Reich » par la force des armes, et serait au cœur de l'Europe un danger extrêmement grave et permanent; *CHAQUE INCIDENT RISQUERAIT DE DECLANCHER UNE TROISIEME GUERRE MONDIALE.*

Nous nous souvenons des événements qui ont suivi 1918, nous savons sous quel camouflage, de concession en concession, l'armée allemande s'est reconstituée et qu'il est *utopique* de croire que l'on peut *contrôler la force armée allemande.*

1870 - 1914 - 1940

Nous nous souvenons, et, fidèles à nos morts, nous pensons qu'en ces heures graves il est de notre devoir de nous adresser à la population de notre région si durement éprouvée par la dernière guerre, et de lui demander d'affirmer *que le désarmement général de l'Allemagne, tant à l'Ouest qu'à l'Est, dans le respect des accords signés, est la condition essentielle du maintien de la paix.*

RÉARMER C'EST METTRE L'HUMANITÉ EN DANGER C'EST COMPROMETTRE LA PAIX

Nous n'avons de haine contre aucun peuple. Nous savons qu'aucun peuple ne veut de réarmement, lequel ne peut se faire qu'avec des généraux, des gendarmes, des politiciens qui nous trahissent et ne rêvent que de domination.

Les armements ont toujours abouti à donner le pouvoir aux généraux qui n'ont jamais fait que proclamer leur volonté de constituer ou de maintenir des empires par la force des armes. Ils ont toujours été pour les hommes un danger extrêmement grave :

CHAQUE INCIDENT RISQUE DE DECLENCHER UNE TROISIEME GUERRE MONDIALE.

Nous faisons appel aux leçons du passé. Nous savons qu'aucun Etat n'est possible sans une armée qui n'en est que le corollaire et qu'il est utopique de lutter pour la paix sans s'attaquer conjointement aux Etats quels qu'ils soient.

1870 - 1914 - 1940

Nous nous souvenons de tous les morts et il est de notre devoir de nous adresser aux vivants pour leur rappeler que les accords signés entre les Etats n'ont jamais été que des chiffons de papier et que *l'action directe des hommes de tous les pays pour la conquête de leurs droits est la condition essentielle de la Paix.*

LES 100 FR. DU «LIB»...

sont versés par de nombreux camarades, sympathisants et militants. Or, les tarifs pratiqués dans la Presse ne cessent d'augmenter : Aussi, pour que le «LIB» subsiste, pour qu'il ait des chances d'accroître ses moyens de diffusion, les versements doivent être effectués régulièrement

...CHAQUE SEMAINE !

"LA REVOLUTION SANS ÉTAT":

L'instruction publique

Suite de l'étude de Gaston LEVAL (1)

L'organisation de l'enseignement fut placée au même rang que l'établissement de l'égalité sociale. Elle figurait dans tous les statuts des collectivités. Dès le premier jour, la collectivité agraire ou la commune chargea la section locale du bâtiment, soit d'aménager spécialement de grandes propriétés bourgeoises expropriées, soit d'achever rapidement la construction d'établissements scolaires commencés par l'Etat avant ou pendant la République, et soit de réformer les établissements scolaires ou les couvents religieux, soit de construire des écoles nouvelles.

On fit venir des villes des instituteurs et des institutrices, des bacheliers sans emploi, des hommes et des femmes ayant une culture suffisante et le sens de la pédagogie — et ces maîtres improvisés ne furent pas toujours les moins capables. On acheta dans les capitales des provinces le mobilier scolaire le plus moderne et tout le matériel d'enseignement nécessaire. Et les instituteurs, les femmes de ménage, les cuisinières, les professeurs de dessin, les monitrices, quand il y en eut, furent payés par la commune ou la collectivité locale.

Le nouvel ordre de choses avait, lui aussi, proclamé l'instruction publique obligatoire, mais il l'avait rendue possible d'abord en ouvrant partout des écoles avec une rapidité jusqu'alors inégalée, ensuite, en assurant à tous les habitants, quel que soit leur âge, les moyens d'existence suffisants pour que les parents n'aient plus besoin d'envoyer leurs enfants travailler. L'égalité économique devenait un puissant auxiliaire de l'instruction obligatoire. Et les parents eussent-ils voulu, soit négligence, soit ignorance, envoyer leurs enfants travailler, cela eût été impossible, car, au-dessous de quatorze ans, aucun garçon ou fillette n'était admis au travail, et, s'il le fallait, la collectivité, en la personne de l'instituteur, du comité et des autres camarades, intervenait.

Un an après l'établissement de la collectivité, tous les enfants pouvant apprendre à lire et à écrire avaient reçu, et continuaient de recevoir, l'instruction à laquelle ils avaient droit. Des écoles secondaires auxquelles on envoyait les élèves les plus doués étaient maintenues dans les villes.

L'exemple de la Révolution libertaire espagnole nous prouve que l'instruction publique, du moins l'enseignement élémentaire, peut être assuré sans l'Etat.

Car c'est dans ce genre de réalisations faites pour ce qui n'est pas économiquement rentable, ou pour ce qui ne le semble pas, c'est dans l'effort et les ressources dépensés pour l'éducation, la culture intellectuelle et l'élévation de l'esprit que l'on peut mesurer la supériorité morale des hommes, leur degré de civilité et celui de la civilisation d'un peuple.

Cette conception libertaire de l'organisation de l'enseignement par la collectivité locale, en accord avec les instituteurs — qui n'empêche pas les plans d'ensemble dans la mesure où ils sont nécessaires et applicables — aurait pour résultat de faire, sur une vaste échelle, ce que, dans sa sphère d'influence, a préconisé et réalisé aux Etats-Unis, où les progrès de la pédagogie sont admirables, le grand pédagogue d'origine italienne Angelo Patri : grouper autour de l'école une partie de la population, l'amalgamer dans les activités scolaires qui ne doivent pas se limiter à l'enseignement des matières classiques, faire de l'école, en chaque localité, le centre principal de civilité, le facteur principal d'épanouissement de la conscience sociale supérieure.

—o—

Si, jusqu'ici, nous n'avons pas parlé de la participation des organisations d'instituteurs, ce n'est pas que nous ayons l'intention de les en écarter. Mais, par l'ampleur des ressources que requièrent la construction, l'aménagement, l'entretien, la vie d'un établissement scolaire digne de notre époque, l'accomplissement des fonctions complémentaires, dont le nombre et l'importance ne peuvent que se multiplier, l'école doit être le fait de la collectivité. Mais les instituteurs devront logiquement figurer parmi les premiers animateurs et les meilleurs conseillers de cette activité. Sans quoi, ils ne mériteraient pas la mission qu'on leur confiera.

Trop souvent, dans la société actuelle, on est instituteur comme on est commerçant, policier ou charron : pour gagner sa vie, sans sentir la grandeur du rôle social que l'on doit jouer. Avec sa froideur bureaucratique et son train-train routinier, l'Etat ne fait rien pour illuminer et enflammer l'esprit des pédagogues. Ce n'est pas lui qui a élevé les conceptions, élargi les buts et perfectionné la technique de la pédagogie. Il a pu, dans certains cas, dicter des réformes intéressantes et secondaires, mais toujours il fut précédé par ceux que soulevait la flamme de l'apostolat. Les noms de Rousseau, qui est à l'origine de la pédagogie moderne, de Pestalozzi, dont l'apostolat a inspiré pendant si longtemps de nombreux réformateurs ; de Froebel, qui créa les jardins d'enfants ; de pédagogues moins connus, mais dont, dans leur pays respectif, la pensée et l'action ont gagné les consciences et secoué la routine, jalonnent l'histoire de la pédagogie. Et les progrès réalisés depuis le commencement de ce siècle sont inséparables des noms de John Dewey et de ses collaborateurs ; de Maria Montessori, créatrice du Plan de Dalton ; de Decroly, fondateur de la méthode la plus complète de pédagogie, expérimentale et scientifique ; de Ferrière, d'Angelo Patri, de Binet, de Claparède, de Freinet. Les progrès accomplis dans les écoles sont le plus souvent résultats de l'effort d'une multitude de pionniers ignorés, inspirés par les maîtres de tous les pays dont ils adoptent les principes et les appliquent selon les conditions du milieu et du moment.

Débarrassés des luttes d'esprit corporatif ayant pour but l'amélioration de leurs conditions d'existence, les syndicats et les fédérations d'instituteurs pourraient, eux aussi, ne plus s'occuper que de bien accomplir leur tâche, de perfectionner leurs méthodes, d'harmoniser l'enseignement des connaissances classiques avec celui de l'art, des sciences naturelles et expérimentales, etc. De faire, des loisirs intelligemment organisés, une source de joie et d'enseignements nouveaux. De prodiguer, enfin, tout ce que la pédagogie et la plus noble conception humaniste de la vie pourraient réaliser pour l'enfance.

(A suivre.)

(1) Voir le « Lib » du 19-1-51.

1951 Le calendrier du "*Lib*" sera entre toutes les mains

Passez votre commande d'urgence.

Prix **80** fr. - Franco **95** fr.
par 10 Ex. **10 % de Remise**
C.C.P. E. Guillemau
Paris 5072-44

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1re REGION

LE HAVRE. — Lecteurs du « Lib » et sympathisants, désirant se grouper, joindre le secrétaire « Libre Pensée » à Franklin, cours de la République, le 31-1 et le 28-2, à 18 h. 30, qui transmettra.

LILLE. — Pour le Service de librairie, écrire ou voir Georges Laureyns, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2e REGION

PARIS-XIIIe.— Le groupe se réunit tous les quinze jours (le jeudi) et organise périodiquement des causeries-conférences.
Pour renseignements et adhésions, s'adresser : Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10e).

PARIS-XVe. — 1er et 3e jeudi à 21 heures, 31, rue du Général-Beuret. (Métro : Vaugirard.)

PARIS-XIXe BERNERI. — Mercredi 31 janvier, à 21 heures, local habituel. Il est rappelé aux camarades de ne pas oublier leur carte pour mise à jour.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Le groupe invite les militants et sympatisants aux réunions qui se tiennent chaque samedi au « Petit Cyrano », place de la Gare, à 20 h. 30.
Le samedi 3 février un camarade parlera « des anarchistes de belle époque ».
Une discussion suivra...

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Réunion tous les mardis, à 21 h., 104, bd Jean-Jaurès. Métro Marcel-Sembat.

LIVRY-GARGAN - PAVILLONS-SOUS-BOIS. — Nous invitons tous les camarades de Bondy, Le Raincy, Clichy-sous-Bois, qui voudraient nous aider à la formation d'un groupe régional, d'assister à la réunion qui aura lieu le dimanche matin 4 février, à 9 h. 30, café Paolis, avenue Victor-Hugo, à Pavillons, à côté du passage à niveau de la gare de Gargan. S'adresser aussi au camarade vendeur du « Lib » à la criée. La venue de quelques camarades d'Aulnay-sous-Bois, serait la bienvenue.

MONTREUIL-BAGNOLET. — Permanence tous les mercredis à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris.

ST-DENIS ET ENVIRONS. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, café Pierre, salle du premier étage, 51, Bd Jules-Guesde, à côté de l'église neuve.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, BOUGIVAL. — Tous les camarades sont invités à diffuser le « Libertaire » à la vente collective du dimanche 28 janvier 1951, à Saint-Germain. Rendez-vous à la permanence du « Cosmopolite », 28 bis, rue du Vieux-Marché (en face Monoprix).

USINE RENAULT. — Les sympathisants de l'usine sont invités à contacter les vendeurs du « Lib », pour travail effectif, au sein de l'usine, le jeudi soir, avenue E.-Zola.

4e REGION

Le MANS. — Réunion du groupe le premier vendredi du mois, à 20 h. 30, salle 18, Maison Sociale. Renseignements et adhésions à P. Mauger, 14, av. L.-Cordelet, Le Mans.

NANTES. — Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h., 33, rue Jean-Jaurès. Sympathisants, écrire à Henriette Le Schedic, 33, rue Jean-Jaurès.

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignement : tous les jeudis, de 19 h. à 19 h. 45, café Bozec, quai des Indes.

SAINT-NAZAIRE. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignements, s'adresser à : Bidé Félix, bâtiment F. 1, groupe Gambetta, Saint-Nazaire.

7e REGION

CLERMONT-FERRAND. — 28 janvier, à 14 h. 30, 9, rue de l'Ange. Réunion fédérale, présence indispensable des militants.

8e REGION

LYON CENTRE. — Tous les samedis, de 16 h. 30 à 19 h., permanence, librairie, adhésions, cotisations.

LYON-JEUNESSE. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, rue des Chartreux, Lyon-Croix-Rousse.

9e REGION

BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et toute la presse.

10e REGION

TOULOUSE. — Le groupe se réunit les deuxième, troisième et quatrième vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg. Librairie tous les dimanches matin, face 71, rue du Taur. Vente à la criée, rue Saint-Sernin.

10e, 11e REGION

La tournée M. Laisant prévue pour février est remise à une date ultérieure.

Courrier Administratif

Les groupes sont priés de commander le matériel FA, timbres et cartes, et de régler ce qui est dû à leur région afin que celle-ci puisse nous passer commande du matériel 1951.

Le Comité de Gestion.

★

Le service des Archives et Documentation fait appel aux camarades possédant des collections ou des numéros isolés du « Libertaire », paru entre 1920-1939, d'en faire don au service. Il leur sera offert en échange un lot de brochures.

Le Secrétaire.

Pour le « Lib »

Souscription permanente du 6-11-50 au 19-1-51

Olive, 100 ; Kiosque République, 50 ; Pierre, 180 ; XX, 60 ; Amikaro, 20 ; Baglin, 100 ; Gpe Levallois-Durrutin, 230 ; Lola, 100 ; Guignard, 100 ; Gpe Versailles, liste 50, 500 ; Comerly, 200 ; Une Souriante, 75 ; Coulaud, 238 ; Zernis, 50 ; Burot, 150 ; Chrysostome, 100 ; H. L., 100 ; Jean-André, 250 ; Hans, 200 ; Boudoul, 100 ; Marco, 100 ; Maud, 100 ; Levallois, 40 ; Lola, 60 ; Vignon, 50 ; J. Menouse, 155 ; Gpe Est, 50 ; Robert Sat, 90 ; Maggi, 100 ; Pierre, 100 ; Thérèse, 50 ; Leroux, 50 ; Astaldi, 100 ; Burot, 120 ; Chrysostome, 50 ; Klotz, 200 ; Bessant, 130 ; Dufour, 300 ; X, 100 ; XX, 15 ; Gpe Est, 40 ; XXX, 20 ; Pierre, 20 ; Roger 100 ; Claude, 100 ; Daracq, 200 ; Abecassis, 1.000 ; Meyer, 20 ; Eloi, 100 ; Jacquelin, 100 ; Chapalain, 30 ; Lecteurs de Reims, 368 ; Toury, 500 ; Mathibo, 400 ; Rezouglé, 80 ; X, 150 ; Dufêtre, 100 ; Saturnin, 150 ; Gpe St-Germain, liste 60, 850 ; liste 61, 700 ; liste 62, 400 ; Manuel, 100 ; Gpe Est, 50 ; Fabert, 840 ; Un Chrétien, 600 ; Claude, 20 ; G.M., 150 ; Bernard Paul, 100 ; Anonyme, 200 ; Lucre, Tasano, 100 ; Bonnin, 200 ; Renaud, 40 ; Gpe Est, 40 ; Vlimant, 150 ; Ruffier, 400 ; Garin, 100 ; Gérin, 25; Roger Levallois, 140 ; XXX, 20 ; XX, 20 ; R. L., 20 ; Rouse, 20 ; Van Ecke, 50 ; Brunet, 30 ; Geleyn, 650 ; Saulnier, 100 ; Gpe Est, 120 ; R. Riper, 100 ; Sat, 30 ; Gpe Est, 400 ; Delaire, 255 ; Jules, 210 ; Laverre, 410 ; Raphanel, 405 ; Boucher, 160 ; Gpe Boulogne, 200 ; Gpe Est, 60 ; Convention, 40 ; Carde, 67 ; Sigal, 25 ; Cook, 20 ; Gpe Est, 46 ; Gpe Est, 70 ; Laulla, 50 ; Fabry, 35 ; Bodier, 20 ; Bernado, 20 ; X, 25 ; Un Espérantiste, 70 ; Lemonnier, 50 ; Gpe Boulogne, 200 ; Martin M., 200 ; Veuret, 500 ; Gpe Est, 350 ; D. M., 85 ; Par Vendeur IXe, Desgardins, 70 ; Un charcutier, 40 ; 2 Calendriers, 30 ; Lafont, 100 ; Porcelaine, 100 ; Cheminot, 50 Un Communiste, 20 ; Gpe Renault, 600 ; Gpe Boulogne, 1.200 ; Burnet, 50 ; Kropf, 305 ; Bouchery, 60 ; X, 20 ; X, 60 ; Bonutto, 200 ; Satano, 20 ; Gpe de l'Est, 900 ; Mathon, 50 ; Gpe de l'Est, 451 ; Riquet, 85 ; X, 35 ; X St-Lazare, 35 ; Gpe Renault, 400 ; Mutualité, 190 ; Tanguy, 500 ; X, 20 ; X et Thomsin, 65 ; Un camarade, 25 ; Dupuis, 60 ; X, 44 ; Claude A., 35 ; Pausto, 40 ; Un Espér., 20 ; Brunet, 50 ; Retout, 105 ; R. Lustre, 33 ; Faugières, 45 ; X, 40 ; Bernard, 80 ; Galisseau, 105 ; Gpe Berneri, 80 ; Un facteur, 55 ; Un A. Italien, 50 ; Carriat, 150 ; Gpe Berneri, 60 ; Mathon, 50 ; X, 20 ; T. Albert, 100 ; Crinier, 250 ; X, 20 ; Gpe St-Denis, 60 ; Un Espérantiste, 50 ; X, 25 ; Paris-Est, 65 ; Gil, 40 ; X, 20 ; X, 50 ; Courbevoie, 49 ; Elem, 48 ; Gpe Est, 125.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Salle des « Arts »

Samedi 3 février 1951, à 20 h. 45

GRAND MEETING

organisé par le Cercle d'Etudes Sociales

La Paix est-elle possible ?
Comment la réaliser

Sous la présidence de Charles CORDIER,
professeur du lycée des garçons de Saint-Germain

Avec le concours de :

FONTAINE
de la Fédération Anarchiste

Louis LOUVET
de la Confédération Générale Pacifiste

Maurice LAISANT
du Cartel International de la Paix

Marcel ROUSSEAU
du Comité des « Artisans de la Paix »

Le Mouvement Français pour l'Abondance, etc...

Les groupements pacifistes désireux de participer à cette manifestation sont conviés de se faire inscrire. Ecrire : R. Carde, 5, quai Boissy-d'Anglas, Bougival (S.-et-O.).

LA FAMINE MENACE-T-ELLE ?

(Suite de la première page.)

thus ; elles mettent l'accent sur les mêmes dangers, seules les données du problème et les chiffres sont modifiés par l'actualité.

Les chiffres qui marquent l'augmentation considérable de la population mondiale devraient donner à réfléchir. Voici 300 ans, le monde comptait 550 millions d'habitants, 660 millions un siècle plus tard et un milliard au début du XIXe. On dénombrait, en 1913, un milliard 707 millions d'hommes. Si meurtrières qu'elles aient été, les deux guerres mondiales n'eurent que peu d'incidence sur cette progression et, en 1950, la population du globe se chiffre autour de 2 milliards 270 millions, ce qui représente, pour la seule période de 1920 à 1950, un accroissement annuel de 1 %. Chaque année, le monde compte de la sorte 20 millions d'êtres en plus et, tous les matins, 50.000 bouches nouvelles à nourrir.

L'Europe, seule, en 150 ans, est passée de 187 à 530 millions d'habitants. L'Inde, malgré une mortalité considérable et une faible longévité (27 contre 67 aux U.S.A.) a doublé depuis un siècle sa population et doit nourrir 426 millions d'habitants, autant que la Chine, où il meurt cependant chaque année de faim 2 millions d'hommes. L'U.R.S.S. peut tripler en cinquante ans ses 200 millions d'habitants. Quant aux Etats-Unis, qui, en 1850, en avaient 23 millions, ils en comptent 150 cette année.

A ce rythme, la population du globe dépassera les 3 milliards vers 1985 et les 5 milliards en 2050. D'ici deux siècles, 9 milliards d'êtres humains désespéreront de leur pain quotidien. Et ceci d'autant plus que le sol, où les siècles passés ont puisé tant de sucs indispensables à la vie, s'épuise et se dérobe sous les pas de plus en plus pressés des multitudes.

La proportion des terres cultivables sur la surface du globe n'est pas telle, en effet, qu'elle doive inciter à l'optimisme. Sur les 149 millions de km2 de terres émergées, le dixième seul permet la culture et celui-ci, dûment mis en valeur depuis le XIXe siècle, constitue un capital qui, s'il n'est pas susceptible d'augmenter, peut toujours être perdu.

Les phénomènes d'érosion par les agents naturels sont bien connus : des cités fameuses, des terres jadis prospères leur doivent leur ruine. Plus singulière, mais non moins destructrice, est cette érosion que M. André Siegfried voit « liée au développement même de notre civilisation ». C'est un fait que dans tous les pays neufs, en Amérique comme en Afrique, les terres ont été dilapidées. La volonté de tirer du sol le plus possible en un temps minimum, sans souci de lui conserver ses éléments fertilisants, a conduit trop souvent à la pratique d'une agriculture minière ruineuse pour le sol. « En un peu plus d'un siècle, les Américains et leurs descendants avaient parcouru toute l'étendue de l'Amérique du Nord, comme une invasion de sauterelles, écrit Louis Bromfield dans « Plaisante Vallée », ruinant tout sur son passage jusqu'aux bords du Pacifique... Pour eux, la terre n'était pas un capital mais une occasion de spéculation, non un trésor, mais une simple mine à épuiser. » Les déboisements qui ouvraient la terre aux ouragans ou aux sables des déserts, les troupeaux en surnombre qui détruisaient prairies ou savanes, l'absence de toute culture fourragère, de tout assolement, en Amérique et en Afrique, conduisaient au désastre. M. Siegfried écrit qu'il a vu au Basoutoland « le roc transparaître partout comme l'échine d'une bête à travers la peau ».

Ce qui est vrai de l'Afrique et de l'Amérique l'est aussi de la Russie où, sous l'action des vents, par l'effet des déboisements, les terres noires de l'Ukraine font place à la toundra, de l'Asie, livrée aux crues de ses grands fleuves, de l'Europe même qui entend sur la plaine d'Allemagne souffler le foëhn de la steppe et qui voit ses paysans de Méditerranée remonter corbeille par corbeille la terre glissant aux pentes de leurs jardins.

Ainsi, dans ce moment où l'accroissement de la population menace le monde de famine, le sol se révèle incapable de suffire à la vie. Les produits alimentaires, si précieux déjà, le deviennent plus encore ; ils vont tomber sous le coup des nécessités toujours plus rigoureuses, de la vente.

Qu'ajouter à cela ? Cet article se passerait de tout commentaire si...

Si l'honorable M. Bonnefous n'avait simplement oublié de conclure.

Car, lorsqu'on dénonce un mal, il est de toute logique d'y proposer un remède.

M. Bonnefous, fabricant de lois, aurait-il la crainte de tomber sous le coup de celle qui réprime les menées anti-conceptionnelles ?

Ce qui serait plaisant.

Car, quelle autre conclusion tirer de cet exposé, sinon que la prolifération inconsidérée de l'espèce humaine accule le monde dans une impasse d'où l'antropophagie apparaît comme la seule issue ? Puisque, M. Bonnefous le reconnaît, les guerres elles-mêmes, si meurtrières soient-elles, sont impuissantes à « résorber » l'excédent du « matériel humain »...

Alors ? En vérité, messieurs les repopulateurs, lecteurs habituels du bien-pensant journal versaillais, vont avoir bonne mine !

Leo FALY.

La logique du M.F.A.

QUATORZE colonnes, c'est beaucoup pour un article surtout lorsqu'il trouve place dans un organe (1) qui se targue d'être plus friand de chiffres et de réalités que d'oiseuse littérature, quatorze colonnes c'est beaucoup pour un article, et cependant c'est trop peu pour justifier l'injustifiable, et pour parer le stalinisme des vertus qu'on lui voudrait voir; quatorze colonnes, c'est beaucoup pour un article, mais c'est suffisant pour apporter de gratuites affirmations ou pour se démentir d'une phrase à l'autre !

Dans un tour d'horizon sur les menaces de guerre, l'auteur, M. Henri Cêdre, nous fait savoir : « *Car enfin voici deux groupes rivaux, l'un disposant d'une immense armées, l'autre d'une armée minuscule, presque inexistante* ». (colonne I) et l'U..R.S.S. attend que l'adversaire soit à sa taille, oh ! mansuétude !

Cependant le même Henri Cèdre, perdant son assurance sur la supériorité militaire russe rectifie :

« *Rien ne prouve d'ailleurs qu'elle soit vraiment en état d'assurer les approvisionnements de toutes sortes de ses innombrables divisions en période d'hostilité* » (encore colonne I), et enfin de moins en moins sûre du pacifisme de l'Est proclamé plus haut, il ajoute : « *Les Soviets ont donc pratiqué systématiquement ce qu'on appelle la guerre froide... Blocus de Berlin... Affaire Yougoslave... Guerre de Corée* » (toujours colonne 1).

Ceci ne l'empêche du reste pas d'ajouter plus loin : « *Mais de leur côté, les Soviets ne peuvent maintenir la puissance de leur armement ou l'accroître, sans que cela entrave cette élevation du niveau de vie des masses qui est le principal objectif du communisme* » (colonne 2).

Sur la foi de cet axiome, nous voici certains de l'impossibilité d'une guerre venant de l'Est, pour peu que nous ayons omis de lire, et pour peu que nous nous bouchions les oreilles au témoignage de ceux qui nous relatent les disettes organisées systématiquement selon la politique de stockage du Kremlin.

C'est ce qui semble être le cas du signataire qui met toutes les lacunes de l'U.R.S.S. sur le compte de l'économie encore imparfaite de ce pays « *car il n'y a pas de communisme sans abondance* » ; formule facile autant que lapidaire qui reporte à un éternel demain, le sort de l'homme, lequel sans doute n'est rien en regard de celui du progrès.

L'homme ? Il en est bien question de loin en loin, au cours des quatorze colonnes de l'article, mais là encore l'auteur fait montre d'une regrettable ignorance : « *Quant à l'affectation des individus à telle ou telle branche d'activité, elle se pratiquera comme elle l'est déjà en U.R.S.S.* » (colonne 6).

Voici qui concorde assez mal avec le statut du travail en vigueur au pays de l'Etat socialiste, interdisant tout changement d'emploi d'un ouvrier sans autorisation de la direction de l'entreprise.

Sans doute est-il question de l'idéal qui anime Duboin et ses disciples : « *L'épanouissement de la personne humaine dans un respect aussi complet que possible de sa liberté* » (colonne 6) ; mais cette déclaration prend toute sa saveur alors qu'il est dit à la colonne précédente : « *Il importe peu à notre raisonnement que ce but soit atteint par l'emploi de méthodes que nous réprouvons ; ce résultat pourrait sans doute être atteint sans l'emploi desdites méthodes, mais dans un délai plus long* » (colonne 5). Et voilà trente-trois ans que cette Révolution est en marche ; trente-trois ans pour aboutir à faire de Staline, un tzar et du moujik, un moujik.

C'est ce que ne veut pas constater Henri Cèdre ; abandonnant l'étude pour la prophétie, il envisage l'avenir de l'U.R.S.S. sous des couleurs d'azur ; pour peu que le Dieu abondance lui sourie : « *Bornons-nous à dire que nous ne voyons pas par quelle diabolique perversité, par quel sadisme politique, le Kremlin ayant enfin à sa portée les moyens de donner à son peuple le bien-être, c'est-à-dire la satisfaction à laquelle ce peuple aspire depuis toujours, le Kremlin s'obstinerait à le maintenir dans un état de servitude, générateur de colère, de complots et d'émeutes* » (colonne 6).

Ce sadisme dont M. Henri Cèdre et ses amis ignorent le nom, se nomme le pouvoir. Et c'est peut-être cette ignorance qui interdit au M.F.A. de considérer sainement le problème social, en ramenant tout à l'économie, et sans songer qu'il existe aussi un problème politique, avec ses ambitions et ses soifs d'autorité.

Enfin peut-on prétendre au pacifisme et parler en son nom lorsque, comme le rédacteur, on ose écrire : « *Or les armements, c'est comme l'arsenic : à une certaine dose, c'est fortifiant, à dose plus forte, c'est un poison* » (col. 2), alors que nous savons, nous, ce qu'ils valent et où ils nous mènent.

M. LAISANT.

(1) *La Grande Relève*, n° 79 du 1-1-51.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2e REGION
PARIS-XIIIe
JEUDI 25 JANVIER, A 20 H. 45
Café de l'Aquarium
150, Avenue d'Italie
L'Anarchisme et la Guerre
par Henri BOUYE

★

PARIS-XVIIIe - L. M.
VENDREDI 26 JANVIER 1951
A 20 H. 45
20, rue Léon, salle de l'Olympic
Histoire de la Propagande et l'intoxication des Peuples
par Agry

★

ARGENTEUIL
Samedi 27 janvier, à 20 h. 45
Salle de la « Pensée Humaine »
42, rue de Paradis
par André Maille
Les stupéfiants moraux et physiques

★

ASNIERES
Vendredi 2 février, à 21 heures
Salle du Centre Administratif
Place de la Mairie
La guerre de Corée étape vers la guerre mondiale
par Zinopoulos

★

9e REGION
BORDEAUX
Vendredi 2 février, à 21 heures
à l'Athénée Municipal
par Paul Lapeyre
L'Eglise et la femme

★

13e REGION
NICE
1er FEVRIER : CAFE DE LYON
L'Artisanat et l'Industrie en société libertaire

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant
19, r. du Croissant, Paris-2e

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy Paris-10e — C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN: 750 FR. — 6 MOIS: 375 FR.
AUTRES PAYS
1 AN: 1.000 FR. — 6 MOIS: 500 FR.
Pour changement d'adresse joindre 25 francs et la dernière bande

Les 100 frs du "Lib"

Nicolas	1.000	B...	250	Rezoagli	200	X...	100
Devry	400	Roblin	200	Mabire	200	Ixe	100
Etienne	100	Gentz	200	Saumer	1.500	Martin M.	100
E. Albert	100	Faust	200	Dauphant	200	Vente Bx.	179
Crinier	250	Adriano	100	Regery	1.000	Harroue	200
Catalot	280	Gabet	200	Lasfargues	500	Lyaudet	100
Alais	200	Bébert	100	Cruzières	355	Gisson	100
Brirot	250	Fassier	100	Petit Louis	100	Aug. Michel.	500
Toiremacha	200	Ledron	200	Cécile	300	Cibel	1.000
Damade	100	Etienne G.	200	Moranzoni	500	Geug A.	500
Gravot	141	Avick	200	Gpe Nœux	300	Sabatié	500
René	1.000	Astier	100	Leotier	200	Lule Y.	100
Stas	500	Guemard	500	Daumange	100	Doukhan	500
Rolet G.	100	Debaillie	200	Guillet	500	Roché	500
Gpe Aulnay	1.800	Gefeller	100	Dupeyron	100	Devriendt	100
Michèle	100	Jarret	100	Paul	100	Roger	300
Amed	500	Victourin	100	Martin B.	220	Duclause	500
Vincent	100	Pezzoli	200	Bourget	135	Ducrot	105
André	100	Charomard	200	Astaldi	200	Tréval	100
Pierrot	100	Fassy	500	Cattel F.	250	Daubert	100
Gil	100	Un porteur journaux	500	Ruan	500	Aviet	100
Pierre, P.T.T.	500	Ternause	500	Clavel	1.000	Janette	100
Grand-Père	105	Gurutseaga	100	Janette	100	Dach	500
Raphanel	150	Boudoul	300	Fougerat	300	Estela	100
Matra	400	Gughelmetti	500	Mancel	200	Azzolini	1.000
Favand	200	Quatre de l'Union	400	B. Thomas	300	Milit. Révol. Marseille	1.050
A. Laumère	100	Vincent G.	400	Buatois	135	Un pacifiste	100
Une Assistante	200	Colin E.	195	Klouane	150	Dehez	300
Gpe Boulogne	400	Fillon	500	Fornerod	250	Rigal	100
Lavenu	200	Dagon	250	Rigal	100	Leullios	500
Manuel	100	Henri Colombes	130				
Dorlin	100	Moine	450				
Jean-Lou	100	P. Rousseau.	2.000				
Jouclin	100	Long	200				
Gpe Est	560	Duteil Placide	985				
De Korti	300	Durand	100				
Gido	100	Chez Lapeyre	100				
Un sympath.	200						
P. Arnaud	100						
Gpe Choisy	500						

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

LA F. A. JAPONAISE : ORGANISATION DE COMBAT

Une lettre du Japon nous annonçait la restructuration du mouvement anarchiste sur le modèle de la F.A. de France, un article précise le contenu de cette intention :

Depuis la guerre de Corée le monde entier est sur un volcan prêt à entrer en éruption. Dans notre pays, comme ailleurs, se livre le combat entre les deux régimes qui dominent le monde. Le gouvernement réarme et pratique la surexploitation, et le parti stalinien mène son action propre par des moyens illégaux.

Nous autres, anarchistes japonais, ne nous allions à aucun des deux blocs, mais cela ne suffit pas, il nous incombe aussi d'éduquer les masses, car la présente crise tend à aboutir à l'instauration d'une oppression monolithique. Notre combat contre l'exploitation étatique et la démagogie stalinienne doit être renforcé.

Ainsi, il nous faut déterminer si la Fédération Anarchiste japonaise est apte à la lutte. A la fin du dernier conflit, il était logique que nous fédérions, à l'échelle nationale, toutes les tendances anarchistes par une « discipline élastique ». Cependant, les modifications de la situation ont montré l'inefficacité de notre organisation en ce qui concerne certains aspects de la lutte.

Avant tout, il importe de réaliser l'unité idéologique. Adhéraient à notre fédération des anarchistes communistes, individualistes, syndicalistes, sans compter les « purs ». Or, ces diverses écoles n'ont subi aucun progrès, malgré les acquisitions politiques, économiques et scientifiques du siècle. Elles ne font que se plier a un dogme unique.

Ainsi, la F.A.J. n'ayant pas d'unité idéologique, l'action en vue de la révolution sociale est mise en veilleuse. Certains pensaient à une révolte paysanne avec des bâtons, d'autres déconsidéraient la lutte des classes. Les « purs », enfin, ne voulaient pas reconnaître la possibilité d'une action révolutionnaire dans les syndicats .Il est évident qu'une telle organisation était incapable de faire face à toutes les attaques adverses conjuguées.

Il est vrai que l'unité d'action est très désirable, cependant, s'il faut attendre que celle-ci se réalise pour commencer la lutte, il n'y aurait qu'à abandonner immédiatement. Nous sommes bien loin de la société idéale, et pour l'instant, il nous faut agir chargés de toutes les chaînes du monde capitaliste.

Pour lutter, il s'agit de mettre à profit le répit dont nous pouvons disposer pour faire face aux dangers qui nous menacent sans interruption. Nos congrès doivent prendre des décisions nettes, des commissions doivent étudier tous les problèmes qui se posent à nous. Pour nous défendre, nous devons nous soumettre à un examen réciproque et il importe que celui qui trahirait notre cause et les secrets de notre fédération soit châtié...

Si nous rentrons en polémique sur ces questions, les unes après les autres, à partir de conceptions doctrinales divergentes, nous serons vaincus par nos ennemis entre temps. Pour transformer notre fédération en organisation de combat, nous devons agir unanimement quant aux idées et aux méthodes. nous unir sur un programme spécifiquement anarchiste permettant de promouvoir la révolution et fondé sur les acquisitions sociales, économiques et scientifiques des cinquantes dernières années et ainsi systématiser l'Anarchisme.

Nous ne pouvons donc nous accorder avec ceux des anarchistes individualistes qui nient l'organisation, ne reconnaissent pas la lutte de classe ou ignorent les décisions communes. Ils ne peuvent participer à une organisation de combat. Nous voulons être les plus fervents adeptes des principes anarchistes. Mais, un organisme de combat ne peut se fonder sur l'ignorance des conditions de la société réelle. Pour notre auto-défense et pour l'attaque de nos adversaires, il nous faudra être sévères et impitoyables, même envers les nôtres.

Aussi, nous remplacerons la F.A.J. actuelle. Un club ou une société quelconque conviennent à l'agrément, non au combat social.

(Extrait de la « Heimin Shimbun » organe officiel de la F.A.J.).

INTERNATIONALE ANARCHISTE

BULGARIE

De Bogdanovdol à Persyan

L'ARRIVEE AU CAMP

J'ai été arrêté le 16 décembre 1948 à 3 h. 30 du matin. Deux agents de la police civile et deux en uniforme m'ont emmené au commissariat de police du 1er arrondissement de Sofia, après avoir fait une perquisition minutieuse dans toute la maison.

A midi on nous a transférés, avec les camarades Entcheff et Karanoff — qui était déjà là — au commissariat du 5e et, le soi, nous étions 25 camarades ramassés de la même façon. Après cinq jours passés dans un régime de plein carême, sans pain et san eau, nous fûmes amenés à la Sûreté Nationale. Un interrogatoire superficiel et l'enregistrement habituel faits, on nous envoya en Jeeps à Pernik, centre minier à 50 km. de Sofia. Le même soir, nous étions déjà amenés en camion au camp de concentration de Bogdanovdol. Là, sous un froid de 22° au-dessous de zéro, notre « admission » continua jusqu'à minuit. J'étais parmi les « chanceux », car certains attendirent leur tour jusqu'au lendemain. Chacun entrait chez le capitaine Guerchanoff et le directeur Nicoloff et en sortait abruti et crispé de douleur ayant reçu chacun 25 ou 30 coups de fouet. Après on nous poussait dans une baraque pour passer la nuit.

C'est ainsi que commença notre « rééducation ». Le lendemain, on nous obligea à nous déshabiller et à prendre un bain froid et on nous donna des vêtements de prisonniers.

Cette cérémonie dura deux jours encore avec les prisonniers qui arrivèrent de la même façon ; la plupart étaient des anarchistes. Tous étaient battus, fatigués et certains, devant l'incertitude de leur sort, un peu aperés. C'est alors que je vis notre camarade Panteley Popoff, professeur au lycée de Doupnitza, devenu fou à la suite d'inquisitions insupportables. Les criminelles brutes policières se moquaient de lui et l'obligèrent à entrer dans un bassin d'eau et le battirent encore.

Parmi les détenus dont je me rappelle les noms se trouvaient : Trouftche Trouftcheff, Atanass Guertcheff, Partalsky, un ouvrier de « Elprom » appelé Dimitri, Slavyan Terzysky (étudiant), et plusieurs autres. Je me rappelle mieux ceux qui étaient de notre région et que je connaissais déjà. Christo Gueorguieff, de Doupnitza, Dr Mikaïl Longoff, de Rila, Assen Kalaïdjiysky, de Palatovo, Christo Inkeuff, de Bobochevo, Vidine Chalvaroff, de Voukovo, Sclavtcho Bochoff, de Moursalevo, Dimirer Hadjieff, de Skrino, Zdrovko Miteff, de Slatino, Yordan, Bochoff et Yordan Kaïcheff de Moursalevo, Yordan Markoff, de Varbovnik, Borinsky, de Mali-Vorbovnik, Mikaïl Mourdjeff, de Smotchevo.

Au Brésil — Un dictateur démocrate

Au mois d'octobre dernier ont eu lieu les élections et, fait inédit, ou du moins très rare, l'ex-dictateur Getullio Vargas a été élu Président de la République. Notable, n'est-ce pas ? Il a obtenu plus de 4 millions de voix. Eduardo Gomes, qui avait aussi été candidat en 1945, en a obtenu 2.500.000. Cristiano Machado, candidat officiel, a obtenu (avec l'appui du gouvernement) 2.000.000 de voix, et Jao Mangabeiro, candidat socialiste. 30.000.

En 1945, les socialistes avaient appuyé Eduardo Gomes, mais comme aux dernières élections celui-ci accepta l'appui des « Intégralistes » (les Intégralistes ne sont ni plus ni moins que les nazis brésiliens, mais ils sont fanatiquement catholiques et depuis la défaite hitlérienne ils sont les champions de la démocratie), ils présentèrent un candidat, sans espoir qu'il gagne naturellement, ce fut seulement une prise de position.

Le Parti Communiste (qui n'existe pas légalement, il fut dissous en 1947) avait ordonné à ses adeptes de voter blanc, mais malgré cette prise de position, beaucoup de communistes ont voté pour Vargas, malgré que celui-ci les ait poursuivis pendant les quinze années qu'il gouverna.

Vargas est un habile politicien de 67 ans qui conquit par ses discours et ses attitudes démagogiques, une bonne partie de la classe ouvrière. Il avait manifesté une vive sympathie pour le régime hitlérien et, s'il fut obligé de déclarer la guerre à l'Allemagne, ce fut par influence étrangère et ce fut aussi par cette influence qu'il fut chassé du pouvoir en 1945, après 15 ans de gouvernement : démocratique de 1930 à 1935 et dictatorial de 1935 à 1945.

Plus de 4 millions d'électeurs ont élu Vargas, et si les illettrés pouvaient voter, il aurait obtenu un million de votes de plus, car, naturellement, ce sont les ouvriers pauvres et paysans ignorants qui l'appuient.

En février prochain Vargas reprendra le pouvoir ; il avait fait beaucoup de promesses mais depuis qu'il a été élu il nous a déjà averti que le peuple devait faire des sacrifices. Ses électeurs attendent des miracles, il ne les fera pas ; mais il est assez habile pour démontrer que s'il ne peut les faire c'est « le lampiste qui est responsable ». Nous avons un exemple à côté de nous ; notre voisin Péron est en train de miner l'Argentine, mais il prétend être son sauveur.

LA RÉPRESSION EN ITALIE

Les vieux camarades se rappelleront sans doute la campagne que les anarchistes firent en France en 1928 et 1929 pour empêcher le gouvernement français de livrer à la police italienne le camarade Angelo Sanna. Cette campagne eut à l'époque un grand retentissement.

Le gouvernement fasciste italien avait appuyé sa demande d'extradition sur des faits que Sanna déclara toujours être faux, mais ces accusations étaient portées d'une telle façon, que le gouvernement français refusa de nous entendre et livra notre camarade aux fascistes qui le condamnèrent à une longue peine de prison qu'il subit encore. Sanna était accusé d'avoir assassiné des miliciens fascistes.

Les anarchistes italiens s'agitent depuis 1946 pour obtenir la mise en liberté de notre camarade mais jusqu'à présent, ni la magistrature, ni les gouvernements qui se succèdent au pouvoir, plus attentifs aux désirs de l'Eglise qu'aux appels à la justice, n'ont pas prêté l'oreille à ces protestations.

Un groupe de camarades italiens s'est particulièrement attaché à ce travail et demande l'aide de tous.

Les mouvements en Allemagne

Le 21 janvier 1951, les socialistes révolutionnaires de Berlin se réunissent pour manifester contre la terreur des flics staliniens. En effet, le mouvement révolutionnaire se trouve sous le coup de l'enlèvement du camarade Alfred Weiland qui travaillait étroitement avec les anarchistes...

Vu la situation précaire à Berlin, les anarchistes berlinois ont décidé la fusion de leur organe « Der Freie Arbeiter » (« Le Travailleur Libre ») avec celui des anarchistes en Allemagne Occidentale « Befreiung » (« Emancipation »), paraissant à Mülheim (Ruhr) et qui dispose également des fonds de « Neue Generation ».

Les anciens anarcho-syndicalistes publient à Darmstadt, en Allemagne Occidentale, une revue mensuelle bien présentée : « Freie Gesellschaft » (« Société Libre »).

A Berlin paraît depuis 1950, la revue mensuelle « Pro und Contra » (« Pour et Contre »), une des plus intéressantes revues révolutionnaires d'Europe et qui confronte toutes les pensées révolutionnaires de notre époque, sans idée préconçue, sous la seule devise : « Ni Est, ni Ouest, pour un monde socialiste uni ! »

« Der Funke » (« L'Etincelle »), petit mensuel moins riche, représente une tendance proche à celle de Rosa Luxembourg. A. Weiland était un des rédacteurs principaux de cette publication.

TITISME ALLEMAND

La désagrégation poussée du P.C. allemand, les crises de plus en plus ouvertes, les épurations et les enlèvements de fonctionnaires communistes par le M.V.D. soviétique, ont abouti à une organisation titiste qui, dans son hebdomadaire « Freie Tribüne » préconise la constitution d'un nouveau parti politique basé sur la stricte idéologie du marxisme-léninisme orthodoxe. Primitivement un organe camouflé dans le genre « brigades » en France, « Freie Tribüne » et son jumeau autrichien « Die Einheit » (« L'Unité ») paraissant en Carinthie, près de la frontière yougoslave, ne sont que les porte-paroles de Belgrade et de sa politique bien connue.

« Arbeiterpolitik » (« Politique Ouvrière »), le petit mensuel des brandlériens, défend les mêmes positions d'un national-bolchévisme allemand.

A l'opposé de ce sectarisme stérile et sans avenir, les anarchistes et les socialistes révolutionnaires en rupture ouverte avec les vieux partis, cherchent des voies nouvelles. Voilà un aperçu de ce qu'est la situation du mouvement révolutionnaire en Allemagne au début de 1951.

C. GASTON.

LE CARNET INTERNATIONAL D'UN ANARCHISTE

Guerre froide à Berlin

Enlèvements et meurtres de militants ouvriers indépendants

Tout commentaire affaiblirait ces simples coupures de presse, cueillies au cours d'une rapide lecture des plus récents numéros de *Befreiung und Der Freie Arbeiter*, de Mülheim-Ruhr, organe de l'*Unabhangische Arbeiter Union* :

« OU EST ALFRED WEILAND ? »

« De Berlin nous parvient la triste nouvelle de l'attaque et de l'enlèvement perpétrés sur notre camarade Alfred Weiland. C'était, parmi les militants ouvriers rebelles au stalinisme, l'un des plus avancés et des meilleurs ; et nous étions justement en train de mettre sur pied, avec son aide intellectuelle et pratique, un Rassemblement des Antiautoritaires, pour travailler en commun sur une base élargie, à l'émancipation sociale en Allemagne.

« Il n'y a malheureusement pas à s'y tromper : ce sont les gangsters politiques de la zone orientale qui ont kidnappé et fait disparaître Alfred Weiland ! Mais nous poursuivrons, dans l'esprit de ce camarade, la tâche qu'il avait entreprise : unir dans une même communauté les partisans du combat social contre l'Autorité. »

Alfred Weiland était un des militants les plus en vue de l'*Allgemeine Arbeiter Union* à Berlin avant l'Hitlérisme. Il fut aussi de ceux que le marxisme aveugla au point de lui masquer les dangers de l'heure, la dictature nazie lui paraissait « un non-sens au point de vue du matérialisme historique ». Je me souviens de nos discussions au sujet des articles qu'il publiait alors dans le *Kampfruhf* et qui désignaient Von Papen comme « l'homme fort de la réaction tenant en laisse le roquet Hitler ». Après la chute du Troisième Reich, A. W. qui avait conservé mon adresse, m'envoya bientôt son nouvel organe, le bulletin mensuel *Neuies Beginnen* qui montrait les difficultés éprouvées par cet honnête et courageux camarade pour rompre avec la scholastique dont il était encore le prisonnier. Agitateur et organisateur né, Weiland avait contribué, ces derniers temps, à la création d'un organe socialiste dissident *Der Funcke*, dont l'existence portait ombrage aux tristes héros du stalinisme berlinois. Ceux-ci ont agi... Qui voudra joindre sa voix à la nôtre pour demander des comptes aux bourreaux violateurs de frontières ? Qui s'efforcera avec nous d'arrêter le bras des assassins ?

MORT DE NAUMANN

« Le camarade Naumann est mort dans le camp de concentration de Bautzen, en Saxe. Avec d'autres camarades de notre mouvement, il avait été arrêté en décembre 1948, en zone orientale, et traîné jusqu'au camp ex-hitlérien, aujourd'hui bolchevick, où il est tombé, victime des brutes sanguinaires. Il a pris congé pour toujours des libertaires qui, là-bas, continuent à souffrir dans le bagne « rééducateur ».

« Depuis des dizaines d'années Naumann avait lutté en Saxe contre toute domination, toute exploitation et toute misère humaine. Il fut un des nombreux incorrigibles dont le nom n'a pas retenti au loin, mais qui, obstinément et sans se laisser détourner du chemin, travail lent à créeé les conditions de la libération de tous.

« Notre devoir est plus que jamais de soutenir matériellement ceux qui sont arrêtés et leurs familles. Malheureusement, il n'est même pas possible d'exprimer notre sympathie par écrit aux parents du disparu, de crainte de représailles, mais nous continuerons le travail commencé dans le sens indiqué par le camarade Naumann. »

ESCLAVAGE D'ETAT

Les leçons de la situation allemande nous semblent à merveille exprimées par un journaliste « bourgeois » du *Neuen Zeitung* qui écrivait le 23 août 1950 :

« La forme moderne du servage, l'esclavage d'Etat, constitue la profanation la plus monstrueuse du MOI qu'on ait vue depuis le début de l'histoire. L'être humain ne s'appartient plus ; il est devenu propriété de l'Etat qui s'institue son employeur, son congédieur, son père nourricier, sa marâtre, son confesseur, son détracteur, son espion, son juge, son avocat, son procureur et son bourreau.

« Tant qu'un seul Etat sur la terre exercera ce pouvoir exorbitant, immoral, diabolique, de tueur des âmes et de briseur des caractères, la guerre mondiale règnera en permanence, malgré les traités les mieux conçus. Aucune hypocrisie, aucune tartufferie opportuniste n'y changera rien. »

Que ces vérités fassent leur chemin, et le sacrifice des Weiland, des Naumann et de millions de victimes inconnues, prendra enfin un sens ! Mais que d'efforts encore et que souffrances avant d'y arriver.

A. P.

ESPAGNE

Crimes de Franco

Il y a quelques mois nous avons communiqué, d'accord avec des informations détaillées reproduites par la presse d'émigration, que le militant libertaire connu Barnabé Lopez Calle, pendant plusieurs années à la tête d'un groupe de guerilleros, était tombé dans la lutte avec la garde civile et autres formations policières franquistes, le 31 décembre 1949, à Médina Sidonia (Cadix). Un grand nombre de ses camarades étaient tombés aussi en sa compagnie, tandis que son fils, qui appartenait au même groupe de résistants, avait réussi à s'échapper.

Le journal *Espana Libre* communique maintenant que le fils de Barnabé, à l'âge de 25 ans, vient aussi de perdre la vie. Lui-même et deux autres militants andalous, dont on ignore les noms pour l'instant, ont été attaqués par la Garde Civile et tués sans avoir pu se défendre contre leurs agresseurs.

Dans une des prisons de Valence, le vieux militant anarcho-syndicaliste Marcos Villar Mendoza est enfermé depuis quelque temps. Il a été arrêté à Barcelone et a subi des tortures terribles. Pendant tout un mois il a été maltraité cruellement. Un groupe de prisonniers communique dans le journal *Espana Libre* que ce camarade est en danger d'être condamné à mort et demande l'organisation d'une campagne de solidarité pour ce militant menacé sérieusement. Mendoza était connu déjà avant la guerre civile comme bon militant et vendeur de journaux et littérature confédérale, et pendant la guerre il avait une importante fonction dans la commune de Sagunto, où il était estimé par tous à cause de son attitude digne et humaine.

A.I.T.

En Argentine

LUTTE CLANDESTINE

LE fameux journal anarchiste La Protesta, on le sait, a cessé de paraître comme publication légale. Pendant plusieurs années, ce journal, qui paraissait à Buenos Aires, avait été poursuivi par le régime policier péroniste, mais la cause de sa suppression définitive est que le journal s'était refusé à participer à la propagande nationaliste prescrite à toutes les publications du pays qui, pendant toute l'année passée, devaient rappeler directement sous le titre, le nom du « libérateur » du pays.

Mais La Protesta a pu paraître quelquefois avec des éditions clandestines. Une de celle-ci est arrivée au secrétariat de l'A.I.T., elle est datée de Buenos Aires, novembre 1950, et naturellement on n'y lit rien de « l'année du libérateur » :

Un grand article à la première page s'occupe de la situation politique au pays de Péron et proteste avant tout contre un nouveau projet de loi qui devrait donner à la terreur gouvernementale des formes inouïes, en dépit du fait que déjà la loi « pour la sûreté de « l'Etat » accorde aux autorités des droits extraordinaires dans leur lutte contre les droits civiques de la population. Le nouveau projet de loi qui déjà a été approuvé par le Sénat et la Chambre des Députés, vise à supprimer « le sabotage » et « l'espionnage » et donne au gouvernement des pleins pouvoirs contre toute forme d'opposition, de façon que toute mesure de répression deviendrait « légale » après la mise en vigueur de la loi mentionnée.

Ce projet, déclare le journal, est tout simplement monstrueux, il est un instrument de la terreur pure et menace tout le peuple argentin. Sous prétexte d'empêcher le sabotage, l'espionnage et la diffusion de nouvelles « tendancieuses » ou des faits de « caractère réservé », qui pourraient être nuisibles aux intérêts de la nation ou favoriser des puissances étrangères en leur procurant des données sur les activités économiques ou militaires de l'Argentine, on donnera au gouvernement un pouvoir illimité pour proclamer l'état de guerre en pleine paix et soumettre toute la vie du peuple au contrôle permanent de l'Etat. Le projet de loi donne au gouvernement la possibilité d'empêcher la diffusion de nouvelles qui, sans être secrètes, pourraient devenir nuisibles aux intérêts du pays, mais cela signifie que le gouvernement aura le droit de supprimer et de censurer ce qu'il voudra.

Le journal cité, qui a huit pages, contient aussi quelques articles spéciaux sur la situation syndicale qui est très tendue après la défaite des marins et des ouvriers des constructions navales. La situation de ces deux catégories d'ouvriers est traitée dans des articles spéciaux. L'organisation de la Federacion de Obreros en Construcciones Navales, qui était autonome, est maintenant dissoute et ce qui reste de l'organisation appartient à la C.G.T., centrale contrôlée par le gouvernement lui-même. Le journal affirme sa conviction que les forces saines des ouvriers de constructions navales supporteront les difficultés créées par l'intervention policière et la fermeture des locaux de l'organisation. Les meilleurs éléments de l'organisation continueront de résister au nouvel ordre en Argentine et la fédération renaîtra un jour avec toute la force morale d'autrefois.

Un grand article s'occupe aussi du danger de guerre et démontre les intérêts pacifiques des peuples en opposition à tous les blocs impérialistes du monde. L'article termine en déclarant que les anarchistes, au cas d'une nouvelle guerre mondiale, ne se contenteront pas du rôle de spectateurs passifs, mais qu'ils seront prêts à combattre la guerre en formant partout des groupes de lutte et de guérillas, sans demander la permission à personne.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire : 15 fr. (25 fr.). — **S. PARANE** : Les Anarchistes et la Technocratie, 20 fr. (30 fr.). — **F. A.** : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — **P. KROPOTKINE** : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie, 30 francs (40 fr.); Aux Jeunes Gens, 15 fr. (25 fr.). — **R. ROCKER** : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — **Y. FOUYER** : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — **F. ROTHEN** : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — **BARBEDETTE** : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — **M. BAKOUNINE** : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — **P. GILLE** L'Intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — **T. L..** : La Laïcité, 12 fr. (22 fr.). — **IGNOTUS** : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — **A. PRUDHOMMEAUX** : Catalogne Libertaire (1936-1937), 40 fr. (55 fr.). — **G. LEVAL** : Anarchisme et Abondancisme, 20 fr. (30 fr.) — **E. RECLUS** : L'Anarchie, 15 fr. (25 fr.). A mon Frère le Paysan, 10 fr. (20 fr.). — **L. MICHEL** : Prise de Possession, 30 fr. (40 fr.). — **MALATESTA** : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — **ERNESTAN** : Tu es Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — **J. GRAVE** : La Société mourante et l'Anarchie, 180 fr. (215 fr.).

ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 francs (520 fr.). — **M. BAKOUNINE** : Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — **P. GILLE** : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — **S. FAURE** : Mon Communisme, 260 fr. (290 fr.). — Les 12 propos subversifs, 280 fr. (310 fr.). — **G. LEVAL** : L'Indispensable Révolution, 150 fr. (180 fr.-. — **G. BRITEL** Périr ou distribuer, 70 fr. (85 fr.).

CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'Interprétation Marxiste, 5 fr. (10 fr.). — **E. RECLUS** : La Peine de Mort, 5 fr. (10 fr.). — **J. DUBOIN** : L'Economie Distributive, 100 fr. (115 fr.). — **E. BERTH** : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — **PRADAS** : La Crisis del Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — **La Révoglucion y el estado** (en espagnol), 100 fr. (130 fr.). — **J. BURNHAM** : L'Ere des Organisateurs, 300 fr. (330 fr.). — **ERNESTAN** : La Contre-Révolution Etatiste, 15 fr. (20 fr.). — **R. LUXEMBOURG** : Réforme et Révolution, 90 fr. (105 fr.). — **M. YVON** : Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60 fr. (75 fr.). — **V. SERGE** : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — **R. LOUZON** : L'Ere de l'Impérialisme, 80 fr. (95 fr.). — **M. COLLINET** : La Tragédie du Marxisme, 380 fr. (410 fr.). — **C.A. BONTEMPS** : Le démocrate devant l'autorité, 120 fr. (135 fr.) — **P.-L. TOMORI** : Qui succédera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — **M. GRAHAM** : Pour la Liberté de Pensée violée, 10 fr. (15 fr.). — **E. de la BOETIE** : Discours de la Servitude volontaire, 300 fr. (330 fr.). — **G. LEVAL** : Le Communisme, 40 fr. (55 fr.) — **DWIGHT MACDONALD** : Partir de l'homme, 150 fr. (180 fr.). — **A. CILIGA** : Lénine et la Révolution, 40 fr. (50 fr.). — **KARL MARX** : Le Manifeste Communiste, 180 fr. (210 fr.). — **LASHORTES** : Qu'est-ce que le Prolétariat ?, 15 fr. (25 fr.).

SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire, 180 fr. (210 fr.). — **Les Jours de notre Mort**, 570 fr. (640 fr.). — **A. KOESTLER** : Le Zéro et l'Infini, 300 fr. (330 fr.). — Le Yogi et le Commissaire, 240 fr. (270 francs). — **E. KOGON** : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — **J. VALTIN** : Sans Patrie ni Frontières 595 fr. (665 fr.). — **M. CEYRAT** : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — **F.A.C.B.** : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — **A. ROSSI** : Physiologie du Parti Communiste Français, 480 fr. (550 fr.). — **M. BUBER NEUMANN** : Déportée en Sibérie, 295 fr. (325 fr.). — **V. SERGE** : L'Affaire Toulaev, 380 fr. (425 fr.); S'il est minuit dans le siècle, 180 fr. (210 fr.). — **Guy VINATREL** : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 francs). — **J. MARGOLINE** : La Condition inhumaine, 630 fr. (675 fr.). — **SANDOR GARAY** : Volontaires pour la potence, 225 francs (255 fr.). — **GREGOR VASSILIEF** : Mon amie Vassia, 350 fr. (420 fr.). — **Marc DVORJETSKI** : Ghetto à l'Est, 375 fr. (405 francs). — **A. CILIGA** : Au pays du mensonge déconcertant 300 fr. (330 fr.); Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation, 360 fr. (405 fr.). — **PAUL RASSINIER** : Le mensonge d'Ulysse, 315 fr. (370 fr.).

HISTOIRE

A. SERGENT et **G. HARMEL** : Histoire de l'Anarchie, tome I, 750 fr. (845 fr.). — **LISSAGARAY** : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.). — **CRAPOUILLOT** : Histoire de la Guerre (fasc. 1), 250 fr. (295 fr.). — (Fasc. III), 250 fr. (295 fr.). — (Fasc. IV), 300 fr. (345 fr.). — (Fasc. V), 300 fr. (345 francs). — Bobards 39-45, 300 fr. (330 fr.). — **François BARRET** : Histoire du Travail, 90 fr. (105 fr.). — **DOLLEANS** : Histoire du Mouvement ouvrier (tome I 1838-1871), 450 francs (495 fr.). — (Tome II 1871-1936), 450 francs (495 fr.). — **ALEXANDRE** : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr. (240 francs). — **L. LOUVET** : Découverte de l'Anarchisme, 25 fr. (35 fr.). — **B. FOUGERE** : La Vie Héroïque de Rosa Luxembourg, 40 fr. (50 fr.). — **DOMMANGER** : Jacques Roux, le curé Rouge, 100 fr. (130 francs). — **Ida METT** : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (130 fr.). — **P. LAPEYRE** : De Gaulle tout nu, 25 fr. (30 fr.). — **A. LORULOT** : Les Crimes de la Colonisation, 35 fr. (45 fr.). — **HEM DAY** : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (25 fr.). — **A. KOESTLER** : Analyse d'un miracle, 600 fr. (645 fr.). — **André et Dori PRUDHOMMEAUX** : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondrons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à E. GUILLEMAU, 145, quai de Valmy, Paris (Xe), C.C.P. 5072-44.

Sébastien FAURE

Les 12 propos subversifs en un seul volume réédités par les amis de S. Faure 280 fr. Franco R. 335 fr.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

L'UNITÉ SYNDICALE ? OUI ! MAIS DANS L'ACTION...

LA quiétude des temps présents, sur le terrain syndical, permet aux militants de faire le point d'une situation confuse à l'extrême. Les esprits, libérés momentanément de l'excitation des grands mouvements ouvriers, tentent d'analyser les solutions qui redonneront aux travailleurs la confiance en leurs propres forces et au syndicalisme sa virulence passée. Les militants, soucieux d'efficacité, sont amenés à entrevoir — sinon l'unité organique des syndicats ouvriers — du moins la coordination des actions à engager, leur contenu et leurs objectifs. L'UNITE est le mot d'ordre du jour.

Au travers des expériences de ces dernières années, le syndicalisme officiel, reconnu d'utilité publique, a grandement fait la démonstration de son inconsistance. Il a étalé au grand jour, bien à contre-cœur, son incapacité d'élever les conditions d'existence de la classe ouvrière, non seulement les boutiques concurrentes, quelles qu'elles soient, n'ont pû satisfaire les modestes revendications d'un prolétariat fatigué, mais encore, se sont-elles écartées des buts que se fixaient les inovateurs du syndicalisme : l'abolition du patronat et du salariat. Ceux qui, aujourd'hui se réclament d'un syndicalisme traditionnel font figures d'anachroniques. La cause essentielle en est, que les travailleurs — y compris les plus actifs — ne croient plus en la valeur effective des syndicats. Qu'il nous suffise de jeter un regard sur les mouvements importants qui eurent lieu depuis la « libération » : tous, conditionnés par des impératifs politiques partisans, ont aboutis à un échec. Les maigres avantages « arrachés » au prix de durs efforts, ne représentaient pas les sacrifices qu'ils avaient nécessité (1). Personne ne se fait désormais d'illusions sur leurs conséquences. Que ce soit pour les conventions collectives, le minimum vital, les accords locaux de salaires ou la Sécurité sociale, le renforcement de l'intervention de l'Etat dans la répartition des revenus, est une hypothèques flagrante dont les centrales syndicales portent la responsabilité.

Les méthodes de lutte, qui avaient peut-être au dix-neuvième siècle leurs significations, sont aujourd'hui manifestement périmées. Bien mieux, elles ne font qu'appauvrir et ébranler la classe ouvrière dont le pouvoir d'achat est aujourd'hui, plus que jamais, soumis à rude épreuve.

La recherche de méthodes plus efficientes s'impose donc, mais dans la clarté.

L'unité d'action ou l'union organique peuvent-elles concourir à balayer les routines d'un syndicalisme encombré d'incapables, de trafiquants, de doctrinaires, falots, si ce n'est de pleutres ? nous ne sommes pas de ceux qui pensent que le syndicalisme soit un bréviaire dans lequel chacun vient y puiser la vérité immuable et révélée. Il peut et doit grouper les travailleurs dans une action commune, quelles que soient les conceptions qu'ils puissent avoir par ailleurs, sur l'organisation de la société. Rien qu'à ce titre, le syndicalisme est indéniablement réformiste, s'il est considéré comme **BUT** et non comme **MOYEN.** Les « syndicalistes révolutionnaires » posant l'organisation syndicale comme postulat social, nous font sourire Pelloutier, Pouget, et tant d'autres, se sont bien gardés de présenter le syndicalisme comme un corps de doctrine absolu, mais au contraire telle une réalité permanente, un moyen d'action — et non le seul — à l'usage des travailleurs, pour lutter contre leur exploitation. Toutefois, nous savons que le syndicalisme est souvent influencr, de l'extérieur et à l'intérieur, par des éléments dynamiques avec lesquels les dirigeants doivent compter. Partant de cette distinction, notre position sur l'unité syndicale coule de source. La question de l'unité organique paraît, alors, bien secondaire. L'unique condition d'efficacité, étant l'unité à la base, sur le tas, encore faut-il préciser autour de quoi faire cette unité.

Selon nous, l'unité organique ne pourrait que sacrifier les buts fondamentaux du syndicalisme. Le regroupement, dans une même centrale, d'éléments divers, tiraillés par les partis politiques et les intérêts de clans, signifierait des concessions importantes sur le plan des principes de la lutte de classes, de la Révolution. Le champ d'action serait alors dangereusement limité. Comment concilier le spiritualisme chrétien avec le sectarisme stalinien ou le réformisme de F. O. ? Qu'adviendrait-il, dans un tel magma, des éléments révolutionnaires, contraints aux conciliations, sans lesquelles l'unité organique n'aurait plus de sens ? Le désir de ne pas déplaire au camarade chrétien ou au militant stalinien, impliquerait obligatoirement l'abandon des objectifs pour lesquels luttent les révolutionnaires. Et puis, pouvons-nous penser que les tenants actuels du pouvoir syndical accepteront, de bon gré, cette unité organique, qui ne pourrait que les desservir ? Car ce qui est valable pour les révolutionnaires, l'est aussi pour les politiciens. Nous ne nions pas, qu'en fonction de circonstances particulières les pontifes ne soient, un jour, amenés à fusionner. Ils ont su, dans bien des cas, créer l'unité de façade nécessaire pour maintenir : qui leurs privilèges, qui leur domination sur le mouvement ouvrier. Cette unité ne pourrait nous satisfaire et tous les problèmes de l'action restent posés.

Au contraire, nous pensons, que le pluralisme syndical amoindrit, d'une part, l'influence des bureaucrates et, d'autre part, laisse aux militants révolutionnaires les coudées franches. Si la classe ouvrière est ardente, ils peuvent l'influencer et ils sauront, dans ce cas, dépasser les cadres syndicaux. Par contre, si elle est amorphe, avachie, nous ne voyons pas pourquoi ils accentueraient, à leur tour, le recul, en essayant de la rassembler sur des positions vermoulues. Nous voyons dans tout cela que la question de l'affiliation à telle ou telle centrale, est plus une affaire d'opportunité de choix (en fonction de possibilités, variables d'ailleurs suivant les entreprises ou les corporations) qu'une règle absolue. Le critère étant : action constante et cohérente à la base et dans les organisations syndicales. Trop souvent les militants se satisfont de discours incendiaires qu'ils se dédient mutuellement, alors que dans leur entreprise, ils sont totalement inconnus ou évitent de se déclarer par peur du « coco » du coin. Dans de telles conditions l'unité serait un vain mot.

Cependant l'initiative de comités d'actions à la base (2) nous semble digne d'intérêt. Le tout est de ne pas se faire trop d'illusion sur leurs possibilités et de ne leur demander que ce qu'ils peuvent donner, c'est-à-dire — pour le principal — au travers des confrontations et des luttes communes, former de nouveaux militants, qui n'accorderont au syndicalisme que ce qui lui est dû, et sauront voir plus loin. Les « Comités pour la Démocratie et l'Unité syndicale » organisent, pour le 25 février, UNE CONFERENCE NATIONALE POUR L'UNITE, ouverte, sans distinction d'appartenance syndicale, à tous les travailleurs, même non syndiqués. Nous engageons nos camarades à s'y rendre. Nous examinerons, dans un prochain numéro, ce que les travailleurs peuvent en espérer, et nous donnerons notre position et nos suggestion pratiques.

Joe LANEN.

(1) L'exemple de la « grève Michelin » est très significatif. Onze semaines de grève pour la prime de 3.000 francs que les travailleurs n'obtinrent d'ailleurs pas.

(2) Initiative prise par le journal « Unité », organe des Comités pour la Démocratie et l'Unité syndicale.

La hausse des prix

(Suite de la première page.)

C'est là le grand côté faible du mouvement ouvrier. Tant qu'il n'a pas trouvé le moyen de se passer de la machinerie étatique et capitaliste son sang et sa sueur sont le carburant classique qui fait marcher l'ensemble de la mécanique.

Si l'Etat excelle à mettre entre les mains des travailleurs enrégimentés des bazookas ou des canons sans recul, il n'est pas qualifié pour administrer les choses comme la logique l'exigerait, c'est-à-dire : assurer le droit à la vie dans la liberté et non dans un climat de haine et de réalité. Mais le pire c'est que dans les profondeurs de la population, le destin guerrier de l'Etat n'est pas encore bien compris, il l'est si peu que le « Vel' d'Hiv' » peut encore se remplir à craquer pour entendre l'homme aux deux grands bras (qui montent et qui descendent), vociférer en termes flasques, sur un régime qu'il veut refaire en faisant la trique plus lourde.

La mégalomanie du bureaucrate de Carlton Garden s'irrite qu'un talent de 2 mètres de haut ne soit pas plus obséquieusement sollicité.

L'ACTION CONTRE LE COURANT

Les travailleurs écœurés des politiciens, mais sans plus, les classes moyennes effrayées de la gabegie fiscale, devraient pourtant comprendre que ce n'est pas un symbole qui magiquement remettra tout en ordre, mais que ce n'est qu'un effort vers l'ordre, c'est-à-dire un effort vers la gestion directe des entreprises, un effort vers l'assainissement de la distribution en détruisant les circuits commerciaux abusifs ou inutiles. Le problème n'est pas un problème de prétentions monarchiques et de lois de violence et de crimes, c'est un problème d'intelligence humaniste, de solidarité, de coopération, de compétence et de justice. Et ce problème ne peut être résolu que par la grande masse des travailleurs manuels et intellectuels, dans l'entreprise et dans la commune. Mais quel coup de balai! Préfets, sous-préfets, maires, agents du pouvoir central quel nettoyage à faire, car la saleté s'est accumulée pendant des siècles et la couche est épaisse.

Le problème social aujourd'hui face à la guerre qui menace et face aux maniaques de la méthode répressive dite « Défense en surface » est un problème de courage et d'audace. En effet, il faut soulever la chape de plomb de la propagande de guerre pour pouvoir trouver des raisons de défendre le « bifteack » malgré le vote du budget de réarmement. Car il n'y a pas seulement l'agression des divisions soviétiques, il y a l'agression du capitalisme et de l'Etat responsable de la misère, des taudis, de l'alcoolisme ouvrier et ce climat de désespoir qui ouvre la porte à toutes les défaillances et à toutes les aventures.

Il est plus facile pour l'Etat de ralentir l'électrification Dijon-Lyon que de décommander les fameuses « jeeps » qu'on dit capables de traverser les sables. Il est plus facile d'encourager la production d'alcool et faire payer aux contribuables la vente à perte à l'extérieur, que de voter des crédits pour continuer la construction de barrages. Il est plus facile de « remettre en état » l'armée que de créer les conditions qui fassent la vie moins empoisonnante.

Mais l'Etat et les Etats complices contre d'autres Etats complices n'ont des talents d'organisation que lorsqu'ils peuvent travailler sur une matière humaine qui vit dans le cadre du code pénal, ils ont des talents de gestion que lorsqu'il est possible de voler d'une telle manière que le volé n'a pas conscience de l'être.

Ainsi par exemple, lorsque les capitalistes anglais raflent toutes les richesses du commonwealth étain, caoutchouc, laine et les négocient avec une marge bénéficiaire formidable, les ouvriers producteurs de ces matières, les consommateurs utilisateurs du produit fini n'ont pas conscience d'avoir été victimes de la plus subtile escroquerie qui soit : payer très cher une marchandise et recevoir pour la produire une somme dérisoire. Et c'est pourtant cette grossière opération qui se répète des millions de fois qui représente les valeurs de la civilisation chère à Attlee et à Truman sans oublier les adorateurs de la termitière orientale sur lesquels il y a beaucoup à dire.

La guerre de Corée a bon dos lorsqu'on veut nous faire croire qu'elle est la cause de la remise en question de tous les progrès économiques. Un siècle d'études économiques et politiques révolutionnaires nous a montré la nature de l'économie de l'Etat qui est une économie de guerre normale.

Toutes les causes de conflit se situent dans les Etats il serait donc absurde de penser que les Etats sont qualifiés pour résorber ces causes, c'est-à-dire à avoir une politique de paix authentique.

Qu'importe à l'Etat le docker chômeur, le mineur frappé par le grisou, le peintre, le teinturier, l'ouvrier chimiste frappés par la maladie professionnelle!

La hausse des prix n'inquiète pas plus Buron que les économistes torréfiés dans les « grandes écoles » des services économiques, la hausse des prix c'est une ligne ininterrompue depuis que l'Etat a « de gros frais » et que le peuple est la vache à lait inépuisable.

Quelle tactique le prolétariat doit-il mettre au point pour en finir avec cette vie infernale? Va-t-il se laisser amuser plus longtemps avec des « grèves » patriotiques et des « grèves » tournantes pour donner satisfaction aux astrologues de l'Histoire chargés de résoudre les énigmes du couloir de Staline ou de son successeur? Aujourd'hui, les métallurgistes indiquent la voie à suivre en agissant pour le droit de cogestion de l'entreprise par les travailleurs. La cogestion, si imparfaite soit-elle est déjà un progrès par rapport à l'Etat ou au capitalisme privé, maîtres de l'avenir de l'entreprise.

Les ouvriers de Gagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) qui travaillent dans une entreprise de charpentes métalliques et d'appareils frigorifiques montrent également la voie en réclamant de faire tourner l'usine; il est évident que la direction qui doit de 15 à 20.000 fr. à chaque ouvrier répondra par un camion de C.R.S., mais des cas de ce genre un peu partout dans le pays et il serait facile de juguler la hausse, déjouer les plans de guerre et pousser à l'imitation dans toute l'Europe et peut-être ailleurs.

THIERRY.

L'INFLATION ET L'ÉTAT

(Suite de la première page)

retraités qui font les frais de la hausse des prix au profit de l'Etat, mais aussi les salariés, dont le pouvoir d'achat se traîne toujours derrière l'augmentation des prix. Et n'oublions pas que l'Etat, en France, est le principal patron.

« Voilà, comme dit Alfred Sauvy dans la « Revue Economique », un procédé qui a permis de financer les énormes sommes exigées par les guerres, les armements et les non moins coûteuses erreurs malthusiennes de politique économique ». Mais cet économiste distingué, s'il fait preuve d'une admirable formation de statisticien, n'en reste pas moins d'une incomparable naïveté en ce qui concerne l'interprétation des chiffres. Pour lui, la hausse des prix, qui nourrit l'Etat, est une sorte de hasard providentiel, mais non influencé par les hommes d'Etat. Il déclare expressément : « On peut chercher aussi profondément que possible dans les annales de tout le pays : aucun homme politique ne s'est jamais prononcé en faveur de la dépréciation chronique disons de la hausse des prix systématique. Aucun financier n'a jamais exprimé l'espoir de voir la dette publique réduite par ce moyen ; aucun économiste n'a décrit la dépréciation continue comme un système possible ».

Comme nous ne sommes pas des spécialistes, il apparaît à nos cerveaux bornés que lorsqu'on cherche à emprunter de l'argent aux gens, on ne commence pas par leur expliquer qu'on ne leur rendra que des bouts de papier sans valeur. Peut-on supposer M. XYZ, ministre des Finances, et ses techniciens, commençant par déclarer : « Donnez-nous l'équivalent d'une année de salaire, et nous vous rendrons dans vingt ans de quoi prendre le métro, parce que, vous comprenez, c'est seulement comme ça qu'on pourra rembourser tout le monde et ne pas faire une faillite frauduleuse ». Aussi, lorsque M. Sauvy cherche en vain les textes et les déclarations, nous ne sommes à vrai dire pas très étonnés qu'il ne les trouve pas.

La même tendance à l'abstraction se retrouve dans les considérations de Sauvy : qui profite de l'inflation ? Pour lui, cette évolution est profitable aux finances publiques (autrement dit aux intérêts de l'Etat, au contribuable, au débiteur et même au consommateur. Au contribuable parce que les impôts sont moins lourds que s'il lui fallait rembourser les dettes de l'Etat sur la base de l'ancien pouvoir d'achat du franc, au débiteur pour la même raison concernant ses propres dettes, et aux consommateurs parce que les impôts sur le produit consommé sont moins lourds que si l'Etat n'avait que cette source de revenus. Exemple admirable des rideaux de fumée que sait projeter la science économique officielle sur les réalités de l'exploitation sociale. Que le contribuable paye moins de contributions importe peu, si on lui vole par derrière trois fois ce qu'on lui réclame, que le débiteur profite est un scandale lorsque ce débiteur est l'Etat et le créancier la Nation ; que le consommateur paye moins d'impôts sur ce qu'il achète nous laisse assez froids lorsque le prix des marchandises augmente de 15 % tous les ans. Seulement, M. Sauvy considère un contribuable, un créancier, un débiteur et un consommateur du point de vue distingué de la science, qui n'est malheureusement pas celui de la vie.

Qui donc, effectivement, profite de l'inflation ? Nous l'avons vu, en premier lieu l'Etat qui peut continuer grâce à elle à engraisser les cliques politiciennes, à remplir son rôle de défenseur des couches capitalistes et à préparer les guerres. En second lieu le système capitaliste tout entier, par le maintien de son Etat, par l'assurance de débouchés de guerre à son industrie, par le retard qu'ont toujours les salaires sur le prix des marchandises. L'inflation est la rigole par laquelle la substance vive du travail vient alimenter l'anémie chronique d'un système social pourrissant. Pour ne prendre que la France, c'est de 1914 que date la décadence du système capitaliste, et c'est aussi de 1914 que date le recours constant à l'inflation. Ce n'est pas par hasard. Plus généralement, l'inflation est un phénomène mondial qui caractérise la décadence mondiale du capitalisme, et qui tente d'en atténuer les effets en surexploitant le travail. Il n'est pas même la prétendue patrie du socialisme qui en soit exempte, et lorsque l'inénarrable Charles Bettelheim, le crypto-stalinien qui se dit économiste, nous assure du contraire dans les « Cahiers du Musée Social », nous nous permettons de ricaner. Il parle triomphalement de la « baisse régulière des prix (baisse de l'ordre de 15 à 25 % par an) que l'on enregistre depuis 1947 », en oubliant de parler de la réévaluation du rouble qui est intervenue dans l'intervalle, consistant à obliger tous les porteurs de roubles anciens à les échanger contre un nombre très inférieur de nouveaux roubles. Pour donner une idée de l'opération, qu'on sache que l'argent dû par l'Etat aux particuliers et aux collectivités a été payé, après la réévaluation, après calcul dans la nouvelle monnaie, tandis qu'il a été décidé que, pour **l'argent dû à l'Etat** les sommes à payer en nouveaux roubles demeureraient identiques aux anciennes. C'est une splendide opération de vol organisé, au profit de l'Etat. Et après cela, il vient des Bettelheim pour déclarer la bouche en cœur que les prix baissent en oubliant de spécifier qu'il ne s'agit pas de la même monnaie. Misère des chiffres...

René MICHEL.

LE COMBAT PAYSAN

LA GREVE DES PLANTEURS DE TABAC DANS LE LOT-ET-GARONNE

Sur de vagues promesses formulées par M. Pleven, les producteurs avaient repris les livraisons. L'administration demeurant intransigeante sur la fixation du prix du tabac à 295 fr. le kilo (malgré l'augmentation des frais de production), les planteurs ont donc repris la grève pour l'obtention de 350 fr. par kilo.

MENACE DE SAISIE EN CHARENTE-MARITIME

Les agriculteurs, le 19 novembre dernier, avaient empêché la vente-saisie du cheptel de M. Pommier à Chatenet canton de Montlieu.

Le 21 janvier à 9 heures une nouvelle tentative aura lieu. Les paysans sont déjà alertés.

CHEZ LES OUVRIERS AGRICOLES DANS L'AISNE

Après les bûcherons qui avaient obtenu dans l'Aisne de 12 à 15 % d'augmentation de salaires c'est au tour des ouvriers agricoles d'obtenir satisfaction avec une augmentation de 20 % des salaires agricoles.

Cette victoire a pu être arrachée grâce à la très forte pression des ouvriers agricoles sur leurs syndicats respectifs qui s'étaient quelque peu endormis.

CHEZ LES OUVRIERS AGRICOLES DE SEINE-ET-MARNE

Les ouvriers agricoles de ce département obtiennent une augmentation moyenne de 6 francs de l'heure.

Les hommes de journée gagnent ainsi 59 fr. 50, les charretiers 66 fr., les ouvrières agricoles, les manœuvres et les bonnes de fermes : 58 fr. 50.

C'est peu. Et les salariés de l'agriculture n'obtiennent pas là les « avantages substantiels » que veulent y voir leurs syndicats. Quant aux ouvriers des battages et aux ouvriers forestiers, ils attendent encore ces « avantages substantiels » !

LE GOUVERNEMENT SE SUCRE

Pour un prix de 4.500 fr. à la tonne de betteraves et pour un rendement de 130 kilos, le prix du sucre extrait d'une tonne est de 13.650 francs, c'est-à-dire trois fois plus.

Sur ces 13.650 francs, le salaire compte relativement pour peu. Les bénéfices des trusts sucriers comptent pour beaucoup par contre. L'Etat, pour sa part, à l'aide des multiples taxes, se sucre bel et bien. Taxe à l'achat de 1 %; taxe à la production de 13,5 %; taxe sur les transactions, 1 %; taxe spéciale, 1 %; taxe additionnelle, etc... représentent en effet 17,95 % du prix de vente, soit 19 francs sur 1 kilo de sucre. Les taxes destinées à alimenter le fonds de solidarité agricole (elles ne sont pas en cause ici) élèvent l'ensemble des impôts à 23 francs par kilo de sucre.

Dans les 19 francs pris par l'Etat il y a de quoi élever le salaire des ouvriers agricoles et en même temps de permettre une baisse substantielle sur un produit de première nécessité pour les familles ouvrières et paysannes.

HAUSSE DES TRANSPORTS MARCHANDISES

L'augmentation récente du prix de l'essence de 3 fr. 80 par litre laissait prévoir un mauvais coup.

La S.N.C.F. n'a même pas attendu que la hausse du transport routier consécutif à la hausse de prix de l'essence soit chose faite pour faire des « rajustements provisoires » pour un grand nombre de marchandises, la hausse moyenne étant de 5 %.

Conséquence, les produits de la campagne seront un peu plus chers sur les marchés des villes.

HAUSSE SUR LE SULFATE DE CUIVRE ET LES TOURTEAUX

D'après le « Bulletin officiel des services de prix » du 13 janvier :

Le prix des 100 kilos de sulfate de cuivre gros cristaux est porté de 6.220 francs à 6.887 francs, soit une augmentation de 10,7 % à laquelle s'ajouteront des taxes et le « prélèvement » des intermédiaires.

En outre, il est fortement question d'augmenter de 800 francs par quintal le prix des tourteaux, soit de près de 30 %.

Ces hausses et d'autres promettent de « beaux jours » pour le pouvoir d'achat des classes laborieuses.

La Paix diplomatique c'est encore la guerre

(Suite de la première page)

Vont-ils sauver le prestige de l'O.N.U. en faisant payer cher chaque morceau de terrain ?

Mystère qui, comme tous les mystères diplomatiques, s'éclaircit avec beaucoup de sang.

Quels que soient les efforts tentés par les leaders de la conférence du Commonwealth tenue récemment à Londres pour créer une troisième force asiatique, **médiatrice**, dans les conflits qui opposent l'Europe et l'Asie, il est malaisé de supposer que de louables intentions soient suffisantes pour réduire des rivalités complexes.

Et pour les mêmes raisons il serait excessif de penser que le neutralisme qui veut dire en clair : « Egorgez-vous mais épargnez-nous », puisse avoir dans l'immense conflit mondial une influence calmante.

Le problème reste entier. Il existe de par le monde un nombre de personnes plus grand que les fanatiques de la guerre. Et la grande question c'est de réunir ces forces qui veulent communément lutter contre la guerre malgré le rideau sanitaire, le rideau de fer et le rideau de bambous. C'est cette préoccupation qu'exprime le 3e **FRONT ANTICAPITALISTE ET ANTITOTALITAIRE.**

L'homme de la ville et de la campagne, le travailleur manuel et intellectuel, qu'il soit d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, est attaché à la paix parce que les malheurs de sa vie deviennent plus grands encore avec la guerre. Brisé dans un engrenage social, étourdi par des faits qui le cernent, atomisé dans une collectivité froide, les réflexes de la conservation le poussent d'instinct vers cette 3e **POSITION** capable de détruire l'ennemi capitaliste et étatique de l'intérieur et, avec lui, les causes de guerre.

ZINOPOULOS.

S. I. A.

Grand Festival Familial

FRANCO-ESPAGNOL

Salle des Sociétés Savantes

LE 27 JANVIER

de 20 heures à minuit

et... BAL DE NUIT jusqu'à l'aube

Métro : Odéon

L'ACTION UNIVERSITAIRE

LES appels aux Etudiants que nous avons lancé dans les précédents numéros du « Lib » ne sont pas restés sans écho. Nombreux en effet sont les Universitaires qui suivent avec sympathie l'action de notre Fédération. A leur intention, schématisons brièvement comment se conçoit l'action anarchiste dans les Facs.

Soulignons tout d'abord que notre but ne doit pas être le regroupement d'une masse hétéroclite et sans consistance : il ne s'agit pas de proclamer « qui que vous soyez, venez à nous », mais de réunir des éléments sérieux en vue d'une action révolutionnaire collective et concertée.

Pour détecter ces éléments, il nous faut pratiquer systématiquement la politique de présence. C'est dans la mesure où nous manifesterons notre existence, où nous saurons mettre en relief l'ESPRIT « 3e FRONT » qui nous anime, que nous pourrons espérer non seulement attirer les meilleurs éléments d'une masse étudiante qui est dans un piteux état, mais aussi convaincre nos adversaires que nous sommes une force avec laquelle il faut compter, et surtout arracher aux groupements qui s'opposent à nous leurs éléments les plus conséquents. Nous avons la certitude qu'actuellement aucun groupement étudiant ne satisfait entièrement ses adhérents et c'est à partir de cette certitude qu'il nous faut orienter notre action.

Par conséquent, il incombe aux étudiants qui se veulent révolutionnaires, de se manifester :

1°) au sein de la masse inorganisée, par une attitude dynamique et réaliste.

2°) Dans les organismes étudiants, en tant qu'éternels « empêcheurs de dormir en rond » (si j'ose dire).

3°) Auprès des « Autorités » universitaires pour protester à chaque infraction à l'encontre des maigres libertés qui nous sont encore consenties.

Cela requiert déjà la coordination des efforts. Il nous faudra donc, avant tout, nous maintenir en rapport avec les camarades agissant sur le même terrain que nous et ne rien négliger pour établir des liaisons nouvelles.

Le combat révolutionnaire sur le plan universitaire ne peut être productif que si nous sommes tous dominés par le souci de la COORDINATION DE NOTRE ACTION.

Pierre HEM.

Ecrire : Responsable étudiant. Commission des Jeunes, 145, quai de Valmy, Paris-X°.